

---

**Service des ressources humaines**  
Division des relations de travail

## **Conditions de travail**

### **En vigueur jusqu'au 31 décembre 2018**

---

Conditions de travail des membres de l'Association des  
chefs pompiers du Service de protection contre  
l'incendie de la Ville de Québec



## TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	3
SECTION 1.00	OBJET 3
SECTION 2.00	DÉFINITIONS 3
SECTION 3.00	TRAVAIL DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSOCIATION 4
SECTION 4.00	RETENUE DE LA COTISATION DES MEMBRES 4
SECTION 5.00	MÉCANISME DE DISCUSSION ET DE COMMUNICATION 5
SECTION 6.00	TRAITEMENT 5
SECTION 7.00	PERFECTIONNEMENT 7
SECTION 8.00	POSTES DE TRAVAIL À COMBLER 9
SECTION 9.00	REMPLACEMENT TEMPORAIRE 10
SECTION 10.00	HEURES DE TRAVAIL 10
SECTION 11.00	HEURES SUPPLÉMENTAIRES – TEMPS COMPENSÉ 11
SECTION 12.00	JOURS FÉRIÉS 12
SECTION 13.00	VACANCES ANNUELLES 13
SECTION 14.00	CONGÉS SPÉCIAUX ET CONGÉS SANS TRAITEMENT 16
SECTION 15.00	ABSENCE EN MALADIE ET ASSURANCE COLLECTIVE 18
SECTION 16.00	CONGÉS POUR AFFAIRES PUBLIQUES 25
SECTION 17.00	CONDITIONS DE L'OBTENTION DES CONGÉS 25
SECTION 18.00	RÉGIME DE RETRAITE 26
SECTION 19.00	PROTECTION JUDICIAIRE 26
SECTION 20.00	ARTICLES VESTIMENTAIRES 26
SECTION 21.00	SANTÉ ET SÉCURITÉ 27
SECTION 22.00	DOMICILE DES OFFICIERS 27
SECTION 23.00	CHANGEMENTS TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES, FUSIONS ET AUTRES TRANSFORMATIONS 27
SECTION 24.00	STATIONNEMENT 29
SECTION 25.00	CONGÉS PARENTAUX 29
SECTION 26.00	DIVERS 37
SECTION 27.00	PÉRIODE D'APPLICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL 38
ANNEXE « A »	DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL PAR SUITE D'UN ACCIDENT HORS DU TRAVAIL 39
ANNEXE « B-1 »	DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL À LA SUITE D'UN ACCIDENT D'AUTOMOBILE 40
ANNEXE « B-2 »	DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL LORSQUE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL 41
ANNEXE « C »	HORAIRE DE TRAVAIL 42

ANNEXE « D »	CONDITIONS D'APPLICATION DU RÉGIME DE CONGÉ AUTOFINANCÉ (À TRAITEMENT DIFFÉRÉ)	43
ANNEXE « D-1 »	CONTRAT POUR CONGÉ AUTOFINANCÉ (À TRAITEMENT DIFFÉRÉ)	49
ANNEXE « E »	ÉCHELLES DE TRAITEMENTS	51
ANNEXE « F »	PROGRAMME DE GESTION DE LA PERFORMANCE	52
ANNEXE « G »	RESTRUCTURATION DU RÉGIME DE RETRAITE	53

## PRÉAMBULE

Dans le présent document, l'utilisation de la forme masculine désigne aussi bien les femmes que les hommes et est utilisée dans le seul but d'alléger le texte.

## SECTION 1.00 OBJET

- 1.01 L'objet de ce document est de maintenir et de promouvoir les bonnes relations qui existent entre l'Employeur et ses officiers-cadres représentés par l'Association des chefs de pompiers professionnels de la Ville de Québec et de régir les conditions de travail de ce groupe d'officiers-cadres.
- 1.02 Le présent document a aussi pour objet de définir une politique de gestion du personnel d'encadrement de l'Employeur et il repose sur les principes suivants :
- Le respect de la Charte de la Ville de Québec et ses modifications.
  - L'établissement de conditions de travail justes et équitables, y compris celles qui concernent la rémunération.
  - L'assurance d'un milieu de travail stimulant qui assure et favorise le développement et la formation du personnel d'encadrement.

## SECTION 2.00 DÉFINITIONS

- 2.01 Dans ce document, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants signifient :
- a) **ASSOCIATION** : l'Association des chefs de pompiers professionnels de la Ville de Québec.
  - b) **CONJOINT** : sauf en ce qui concerne le régime de retraite, il s'agit de personnes qui sont mariées, ou qui vivent maritalement et sont les mère et père d'un même enfant, ou de sexe différent ou de même sexe, qui vivent maritalement depuis au moins 1 an.
  - c) **EMPLOYEUR** : la Ville de Québec et ses représentants.
  - d) **MUTATION** : toute nomination du titulaire d'un poste d'encadrement à un poste d'encadrement dont l'échelle de traitement est la même.
  - e) **OFFICIER-CADRE** : une personne membre de l'Association, exerçant ses activités à titre de chef de caserne, de chef aux opérations, de chef de peloton, de chef au soutien opérationnel ou de coordonnateur aux communications, médias et éducation du public.

- f) **OFFICIER-CADRE PERMANENT** : une personne nommée comme telle par l'Employeur à des tâches requérant qu'elle y consacre son activité professionnelle à temps plein durant les heures régulières de travail.
- g) **OFFICIER-CADRE RÉGULIER** : une personne nommée par l'Employeur dans un emploi régulier et qui n'a pas acquis le statut d'employé permanent.
- h) **OFFICIER-CADRE TEMPORAIRE** : une personne nommée comme telle par l'Employeur, embauchée pour une période déterminée ou pour un projet spécifique, à des tâches requérant qu'elle y consacre son activité professionnelle à temps plein ou à temps partiel durant les heures régulières de travail.
- i) **POSTE DE TRAVAIL** : un ensemble de tâches nécessitant les services d'une personne.
- j) **SERVICE** : la durée ininterrompue pendant laquelle un officier-cadre est lié à l'Employeur par un contrat de travail ou plusieurs contrats successifs.
- k) **TÂCHE** : toute activité afférente à un emploi qui requiert un effort d'ordre physique ou mental en vue d'atteindre un but déterminé.

### SECTION 3.00 TRAVAIL DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSOCIATION

- 3.01 L'Employeur reconnaît officiellement l'Association des chefs de pompiers professionnels de la Ville de Québec, aux fins de relations de travail, comme représentant des cadres à l'exception du directeur du Service de protection contre l'incendie et du directeur adjoint.
- 3.02 Les représentants de l'Association sont considérés comme étant au travail et reçoivent leur traitement lorsqu'ils rencontrent les représentants de l'Employeur pendant leurs heures de travail.
- 3.03 L'Employeur accorde, au cours de la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre suivant, 1 jour ouvrable de congé avec traitement pour la participation des représentants de l'Association à des congrès, des stages d'étude ou des séances de formation.

De plus, un total de **huit (8) jours** ouvrables est accordé annuellement, aux représentants de l'Association; ceci exclut le temps passé pour les rencontres avec la partie patronale pour la gestion des affaires de l'Association.

### SECTION 4.00 RETENUE DE LA COTISATION DES MEMBRES

- 4.01 L'Employeur déduit de la paie de chaque officier-cadre, membre de l'Association et qui a signé une formule d'autorisation à cet effet, un montant égal à la cotisation fixée par l'Association. L'Employeur le transmet à l'Association vers le 15 de chaque mois, pour

le mois précédent. L'Association avise la Ville 30 jours à l'avance de tout changement du montant de la cotisation.

- 4.02 L'Employeur inscrit sur l'état des revenus, T4 et Relevé 1, le montant égal à la cotisation fixée par l'Association et retenu sur la paie de chaque officier-cadre.

## SECTION 5.00 MÉCANISME DE DISCUSSION ET DE COMMUNICATION

### 5.01 Comité de relations professionnelles

Un comité est formé, dont le but est d'assurer le dialogue entre les représentants de l'Association et ceux de l'Employeur et de permettre aux représentants de l'Association de transmettre à ceux de l'Employeur leur point de vue en ce qui regarde les conditions de travail, bénéfices, droits et privilèges qui concernent l'ensemble des membres de l'Association. Ce comité est composé de 2 représentants de l'Employeur et de 2 représentants de l'Association. Les parties peuvent s'adjoindre à leurs frais d'autres personnes à titre consultatif.

#### Rencontres du comité

Le comité se réunit à la demande de l'une ou l'autre des parties. L'Employeur rédige un compte rendu de la réunion et le transmet à l'Association dans les meilleurs délais.

### 5.02 Transmission de documents

L'Employeur fournit la liste alphabétique des membres de l'Association des chefs de pompiers professionnels de la Ville de Québec ou lui en donne l'accès.

L'Employeur rend disponible à l'Association copie des procès-verbaux du comité exécutif et du conseil municipal, des rencontres syndico-patronales et des poursuites signifiées au service.

## SECTION 6.00 TRAITEMENT

- 6.01 Le traitement de l'officier-cadre est déterminé selon le système de rémunération qui lui est applicable et s'effectue dans le respect des règles applicables à l'un des mouvements de personnel suivants :

**Affectation temporaire** : l'officier-cadre qui, à la demande de l'Employeur, est affecté temporairement dans un autre poste reçoit le plus avantageux entre son traitement ou celui du minimum de l'échelle de traitement applicable au poste qu'il occupe temporairement. Toutefois, dans un tel cas, l'officier-cadre reçoit une rémunération au moins égale à son traitement régulier, majorée de 4,5 % sans excéder le maximum de l'échelle de traitement qui s'applique au poste sur lequel il est affecté temporairement. Le programme de boni au rendement ne s'applique pas à l'officier-cadre qui bénéficie encore des avantages du personnel syndiqué notamment en regard de la rémunération des heures supplémentaires.

**Embauche** : l'officier-cadre reçoit un traitement au moins égal au minimum de l'échelle de traitement applicable à son poste.

**Mutation** : l'officier-cadre maintient son traitement.

**Rétrogradation volontaire** : l'officier-cadre reçoit le moins avantageux entre son traitement régulier ou le maximum de l'échelle de traitement applicable à son nouveau poste.

**Rétrogradation** : l'officier-cadre maintient son traitement régulier jusqu'à ce que l'échelle de traitement applicable à son nouveau poste soit égale ou supérieure à celle de son poste antérieur.

**Rétrogradation à la suite d'une réorganisation** : se référer à la section 23 traitant des changements techniques et autres transformations.

**Promotion** : l'officier-cadre reçoit le plus avantageux entre le minimum de l'échelle de traitement applicable à son nouveau poste ou un traitement égal au traitement régulier qu'il recevait dans son poste précédent, majoré de 4,5 %, sans excéder le maximum de sa nouvelle échelle de traitement.

6.02 La politique salariale de l'Employeur vise à octroyer à ses officiers-cadres une rémunération concurrentielle. Afin d'atteindre ce but, l'échelle salariale d'un poste tient compte des responsabilités inhérentes à ce poste.

6.03 Échelles de traitements

Les échelles de traitements apparaissent à l'annexe « E ». Ces échelles incluent une augmentation de **2 % pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018**.

Le salaire de l'officier-cadre est augmenté au 1<sup>er</sup> janvier de chacune de ces années du pourcentage d'augmentation prévu aux échelles, de même que du boni à la performance, le cas échéant.

6.04 L'officier-cadre, autre que celui rétrogradé en vertu de l'article 6.01, dont le salaire se situe au-dessus du maximum de son échelle de traitements reçoit l'augmentation prévue à l'article 6.03 de la façon suivante :

- 50 % intégrée à son salaire; et
- 50 % en montant forfaitaire, lequel constitue du « salaire » aux fins du régime de retraite.

6.05 Programme de gestion de la performance

L'officier-cadre bénéficie du programme de gestion de la performance sur la base des attentes signifiées en fonction de la politique adoptée par l'Employeur. Ce programme intègre les principes de la progression salariale et de bonis à la performance dont les pourcentages d'ajustement sont présentés à l'annexe « F ».

Advenant l'abolition du programme de gestion de la performance, l'officier-cadre bénéficiera d'un montant d'augmentation statutaire égale à 4 % de son traitement annuel sous réserve d'un rendement satisfaisant.

La période de paie est du dimanche au samedi de la semaine suivante (aux 2 semaines) et le personnel est payé le deuxième jeudi suivant la fin de la période de paie.

#### 6.06 Autres éléments de traitement

La réduction de tout excédent, et notamment dans les cas de la banque de congés « crédits antérieurs » et celle de « compensation antérieure », doit se faire à raison d'au moins 80 heures par année, soit par l'utilisation des heures par l'officier-cadre ou à défaut par paiement à la fin de l'année. Les cas litigieux sont soumis au directeur du service pour décision.

6.07 Les changements de période de paie survenus en 1998, 2000 et 2001 pour les officiers-cadres de l'ex-Ville de Québec entraînent des ajustements aux sommes dues à l'Employeur qui s'effectuent au départ de l'officier-cadre, le cas échéant. Il en est de même pour les changements de période de paie survenus en 2002 pour les officiers-cadres provenant des ex-villes du territoire de la Communauté urbaine de Québec, à l'exception de l'ex-Ville de Québec.

6.08 Le chèque de paie de l'officier-cadre est déposé dans l'institution financière choisie par ce dernier.

6.09 L'officier-cadre régulier et l'officier-cadre permanent bénéficient d'un montant annuel à titre d'indemnité d'ancienneté conformément au tableau ci-dessous. Ce montant est admissible au régime de retraite.

Année	Indemnité d'ancienneté
2015	683 \$
2016	697 \$
2017	711 \$
2018	725 \$

## SECTION 7.00 PERFECTIONNEMENT

7.01 Le perfectionnement des officiers-cadres est nécessaire en vue d'améliorer l'ensemble de l'organisation par un développement adéquat et soutenu de ses ressources humaines.

7.02 Le Comité de relations professionnelles se réunit à la demande de l'Employeur ou de l'Association pour discuter des politiques de perfectionnement et des objectifs poursuivis en ce qui concerne le perfectionnement des membres de l'Association.



- 7.03 a) L'Employeur rembourse 100 % des frais d'études si l'officier-cadre suit un cours à sa demande. Durant ce cours, il bénéficie d'un congé avec traitement lorsque des périodes de cours coïncident avec ses heures normales de travail.
- b) Lorsque ces cours ou partie de ces cours ont lieu en dehors des heures normales de travail d'une semaine, l'officier-cadre est dédommagé en temps ou en argent.

7.04 L'Employeur rembourse à l'officier-cadre 50 % du coût des frais d'inscription, de scolarité et des volumes obligatoires dans le cas de cours de formation générale et 80 % du coût des cours de formation professionnelle ou spécialisée qu'il a suivis. Pour avoir droit à ce remboursement, il doit avoir obtenu au préalable l'approbation du directeur du Service de protection contre l'incendie et avoir complété son cours avec succès.

L'officier-cadre qui quitte le service municipal, autrement que par l'un ou l'autre des programmes incitatifs de départ mis en place par l'Employeur au cours de l'année suivant la fin de tels cours, doit rembourser à l'Employeur, proportionnellement au temps de service non accompli suivant la fin de ses cours, les frais qui lui ont été ainsi remboursés. Celui qui a suivi un cours à la demande de l'Employeur n'est tenu à aucun remboursement.

7.05 L'Employeur peut, compte tenu de ses besoins, accorder à l'officier-cadre qui en fait la demande au directeur du Service de protection contre l'incendie, des conditions de travail particulières pour lui permettre de suivre des cours de perfectionnement.

7.06 a) Afin de favoriser la participation des officiers-cadres à un programme général de conditionnement physique touchant les systèmes musculaires et cardio-vasculaires, l'Employeur contribue jusqu'à un maximum de 150 \$ (12,50 \$/mois) au remboursement du coût annuel d'abonnement à un centre accrédité de conditionnement physique. Le Service de protection contre l'incendie autorisera la contribution prévue sur présentation des pièces justificatives. La direction du service et l'Association peuvent convenir que certaines activités pourront être reconnues comme équivalentes à des activités de conditionnement physique.

b) La participation de l'officier-cadre se fait sur une base volontaire et en dehors des heures de travail.

c) Les frais d'acquisition d'équipement (espadrilles, vêtements, etc.) et de déplacement sont à la charge de l'officier-cadre.

d) L'officier-cadre a le choix de s'inscrire à un centre accrédité de conditionnement physique après approbation de la direction du service selon les critères actuellement en vigueur.

7.07 Les exercices de conditionnement auxquels un officier-cadre, selon l'avis de son médecin, doit se soumettre pour recouvrer une bonne condition physique ou la conserver, ne sont pas régis par les dispositions qui précèdent.

## SECTION 8.00 POSTES DE TRAVAIL À COMBLER

- 8.01 Lorsque l'Employeur décide de pourvoir un poste vacant, il procède normalement par affichage interne.
- 8.02 Lorsqu'une situation particulière existe, l'Employeur peut procéder par affichage interne destiné à ses officiers-cadres ou par un affichage s'adressant en même temps à ses officiers-cadres et aux candidats externes.
- 8.03 L'Employeur tient compte des personnes déjà à son emploi au moment de pourvoir un poste de travail vacant en tenant compte de la nature du poste à combler et du nombre de candidats admissibles. En conséquence, l'Employeur incite les officiers-cadres à parfaire leurs connaissances pratiques et leur formation générale et spécifique au cours de leur cheminement de carrière.
- 8.04 Pour pourvoir un poste vacant, l'Employeur considère d'abord, dans l'ordre :
- a) Les officiers-cadres dont le poste a été aboli selon la section 23, sous réserve qu'ils se conforment aux exigences du poste vacant.
  - b) Les officiers-cadres déclarés incapables de remplir leur fonction pour des raisons d'ordre médical ou physique.
  - c) Les dispositions des articles 8.01, 8.02 et 8.03.
- 8.05 Période d'essai et permanence de l'officier-cadre régulier qui n'est pas déjà à l'emploi du service (candidat externe)
- a) L'officier-cadre régulier qui n'est pas déjà à l'emploi du service (candidat externe) est soumis à une période d'essai de 12 mois de travail effectif. Au terme de la période d'essai, l'officier-cadre acquiert son statut d'officier-cadre permanent, sous réserve de l'alinéa b) du présent article.
  - b) L'officier-cadre régulier est évalué au cours de son 6<sup>e</sup> mois et de son 11<sup>e</sup> mois d'emploi et ces notations sont transmises au directeur du Service de protection contre l'incendie et au directeur du Service des ressources humaines qui peuvent recommander au comité exécutif que cet employé devienne permanent, la prolongation de sa période d'essai ou son renvoi. Cette prolongation ne doit pas excéder 6 mois.  
  
L'information est transmise à l'Association en cas de prolongation de la période d'essai ou de renvoi.  
  
L'officier-cadre régulier est nommé officier-cadre permanent par le comité exécutif le premier jour de la paie suivant une période de service de 12 mois consécutifs ou le premier jour de la paie suivant l'expiration de la prolongation de sa période d'essai si tel est le cas.
  - c) Les absences de 4 semaines ou plus en congé sans traitement, en congé parental ou en congé de maladie prolongent d'autant la durée de la période d'essai.

## **SECTION 9.00 REMPLACEMENT TEMPORAIRE**

- 9.01 L'officier-cadre autorisé par la direction du Service de protection contre l'incendie à remplacer de façon temporaire, pour une période de plus de 15 jours ouvrables consécutifs, à une fonction supérieure devenue vacante ou le titulaire, d'une fonction supérieure, absent en congé de maladie ou sans traitement pour plus de 15 jours ouvrables consécutifs ou lors d'une promotion reçoit selon ce qui est le plus avantageux, soit le traitement correspondant au minimum de sa nouvelle échelle de traitement ou le traitement qui lui assure une augmentation de 4,5 % du traitement antérieur à sa promotion ou son remplacement sans toutefois excéder le maximum de sa nouvelle échelle de traitement.
- 9.02 Le directeur de service détermine la durée du remplacement selon les besoins du service.
- 9.03 La rémunération additionnelle est admissible au régime de retraite.

## **SECTION 10.00 HEURES DE TRAVAIL**

- 10.01 Les heures de travail des officiers-cadres sont celles nécessaires à l'accomplissement des tâches et responsabilités et peuvent être difficilement limitées à des heures fixes de travail habituelles.
- 10.02 De façon générale, la semaine régulière de travail d'un officier-cadre est de 35 heures par semaine réparties du lundi au vendredi, sauf pour le chef de caserne, pour le chef aux opérations ainsi que pour le chef de peloton.
- 10.03 De façon générale, les heures de travail sont de 42 heures en moyenne par semaine en ce qui concerne les chefs de caserne, les chefs aux opérations et les chefs de peloton de la Division des opérations selon l'horaire décrit à l'annexe « C » de la présente. Cet horaire est basé sur une semaine normale de travail de 40 heures plus 2 heures en heures supplémentaires.
- L'horaire de jour est d'une durée de 10 heures, de 6 h 30 à 16 h 30. Celui de nuit est de 14 heures, de 16 h 30 à 6 h 30, et celui du dimanche est de 24 heures, de 6 h 30 le dimanche à 6 h 30 le lundi.
- 10.04 Les traitements annuels sont prévus à l'annexe « E ».
- 10.05 À l'exception des chefs de caserne, des chefs aux opérations et des chefs de peloton de la Division des opérations, l'officier-cadre bénéficie généralement de 90 minutes par jour pour la période du repas.

Sauf dans les cas de conflits de travail et dans les situations d'urgence, de nouveaux horaires peuvent être créés pour répondre aux besoins des opérations, et ce, pourvu

qu'il y ait du personnel à superviser. L'Association en est alors informée par l'Employeur.

L'officier-cadre qui désire réduire la durée de sa semaine normale de travail transmet sa demande au moins 1 mois à l'avance au directeur du Service de protection contre l'incendie avec copie au directeur du Service des ressources humaines. La durée minimale de cet horaire réduit doit être de 3 mois.

Si cette autorisation est accordée, l'Employeur en fixe les conditions. Cette autorisation pourra être révisée si l'expérience ne permet pas de répondre adéquatement aux besoins de l'Employeur. En tout temps, il doit y avoir un nombre suffisant d'officiers-cadres pour répondre à ces besoins.

Lorsqu'une journée de congé reliée à la semaine réduite de travail a pour effet de réduire le nombre d'officiers-cadres disponibles en deçà du minimum acceptable pour l'Employeur, cette journée de congé devra être reportée à un autre moment. À cet égard, les vacances de 5 jours ou plus ont priorité sur les jours non travaillés pris en application de la semaine réduite de travail.

La participation de l'officier-cadre à son régime de retraite est établie sur la base du nombre d'heures travaillées. Cependant, l'officier-cadre qui désire maintenir sa participation selon une semaine normale de travail doit en aviser l'Employeur et, conformément aux dispositions du régime, payer sa contribution et celle de l'Employeur pour la partie équivalente aux heures non travaillées.

## **SECTION 11.00 HEURES SUPPLÉMENTAIRES – TEMPS COMPENSÉ**

11.01 Tout en tenant compte des dispositions de l'article 10.01 de la présente, les périodes de travail excédentaires à l'horaire normal qui impliquent la supervision directe des officiers-cadres sont considérées comme des heures supplémentaires ouvrant droit à la compensation.

Cette compensation est égale au temps de travail effectué auquel s'ajoute le temps requis pour la planification du travail. Elle est remise en temps ou en paiement au taux de traitement régulier selon le choix de l'officier-cadre.

11.02 Lorsque le problème soulevé se limite à une intervention verbale ou téléphonique sans qu'il y ait déplacement, aucune compensation n'est accordée.

11.03 Lorsqu'il effectue des heures supplémentaires, l'officier-cadre doit indiquer s'il désire que ses heures supplémentaires lui soient compensées en temps ou payées. L'officier-cadre peut cumuler, de cette manière, jusqu'à 100 heures de travail.

Les heures accumulées jusqu'au dernier samedi de la période de paie, incluant le 31 décembre de chaque année qui n'ont pas été utilisées par l'officier-cadre, lui sont payées dans les premières semaines de l'année suivante.

11.04 Les heures compensées en vertu de l'article 11.01 peuvent être prises en heures, à une date choisie par l'officier-cadre et approuvée par son supérieur.

- 11.05 Les heures compensées au crédit de l'officier-cadre sont payables à son départ.
- 11.06 Les officiers-cadres requis de combattre les incendies ou d'effectuer toute tâche dans des situations d'urgence pour éviter des pertes de vie ou de biens matériels et nécessitant généralement l'utilisation de l'équipement du service, en dehors des limites de la ville de Québec, reçoivent une prime de 50 \$ de l'heure pour la durée de l'opération.

## **SECTION 12.00 JOURS FÉRIÉS**

- 12.01 a) Les chefs de caserne, aux opérations et de peloton de la Division des opérations ont droit, au cours de chaque année civile, à 136 heures de congés payés, en remplacement des jours chômés, fériés incluant le jour de la Fête nationale dont ils ne jouissent pas.
- b) Ils bénéficient en outre d'un congé en compensation de tout congé civique décrété par le conseil municipal.

Au cours du mois de janvier d'une année, les heures prévues à l'article 12.01 a) qui n'ont pas été utilisées sont payées à chaque officier-cadre sur la base du traitement annuel au 31 décembre précédent.

- c) Les heures prévues à l'article 12.01 a) sont allouées au prorata du nombre de mois travaillés au cours de l'année. L'officier-cadre qui entre en service avant le 15 du mois ou celui qui quitte le service après le 15 du mois a droit aux crédits prévus pour ce mois. Au cas de décès de l'officier-cadre, le paiement des heures acquises et non prises est effectué à ses ayants droit.

12.02 Les officiers-cadres bénéficiant d'un horaire de jour du lundi au vendredi jouissent des congés fériés énumérés ci-dessous aux mêmes dates que celles fixées pour les employés-cadres civils :

- Le Premier de l'an
- Le lendemain du Premier de l'an
- Le Vendredi saint
- Le lundi de Pâques
- La Journée nationale des patriotes
- La fête nationale du Québec
- La fête du Canada
- La fête du Travail
- Le jour de l'Action de grâces
- La veille de Noël
- Le jour de Noël
- Le lendemain de Noël
- La veille du Premier de l'an

Pour avoir droit à son salaire pour l'un de ces jours fériés, l'officier-cadre doit être au travail le jour ouvrable qui précède ou qui suit le jour de la fête, à moins de bénéficier d'un congé autorisé en vertu de ces conditions de travail, une période d'invalidité de courte ou de longue durée ne constituant pas un congé autorisé au sens de cet article.

12.03 Pour tenir compte des nombreuses heures de travail effectuées en plus des heures normales de travail tout au long de l'année, l'officier-cadre travaillant sur un horaire de 42 heures par semaine bénéficie de 2 jours de congé, soit 17 heures.

L'officier-cadre affecté sur un horaire de 35 heures de travail par semaine bénéficie, à l'occasion de la période des Fêtes, de 2 jours de congé, soit 14 heures.

## **SECTION 13.00 VACANCES ANNUELLES**

13.01 L'officier-cadre a droit à des vacances annuelles payées dont la durée est répartie comme suit :

	Horaire 35 h	Horaire 42 h
Entrée (max. 1 j – mois)	105	126
Après 1 an	105	126
Après 3 ans	140	168
Après 5 ans	140	168
<b>10<sup>e</sup> année</b>	<b>175</b>	<b>210</b>
15 <sup>e</sup> année	175	210
Après 16 ans	140	168
Après 17 ans	175	210
20 <sup>e</sup> année	210	252
Après 21 ans	175	210
25 <sup>e</sup> année	210	252
Après 26 ans	175	210
Après 28 ans	210	252
<b>30<sup>e</sup> année</b>	<b>245</b>	<b>294</b>

Le chef de caserne, le chef aux opérations ou le chef de peloton qui accepte de ne pas prendre de congé entre le 15 juin et le 15 septembre a droit à 1 semaine de vacances supplémentaire, soit 42 heures.

13.02 Toutes les années de service à la Ville de Québec dans un emploi de nature régulière ou permanente, syndiquée ou non, seront considérées dans l'établissement des vacances d'un officier-cadre.

13.03 Aux fins de cet article, l'année est du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril suivant.

Les vacances gagnées au cours d'une année de référence doivent être prises au cours de l'année de référence suivante, sauf s'il y a eu autorisation écrite du directeur du Service de protection contre l'incendie de les avancer ou de les reporter en totalité ou en partie. Un solde de vacances d'une semaine ou moins au 30 avril est automatiquement reporté à l'année suivante.

13.04 L'officier-cadre qui quitte définitivement le service de l'Employeur ou dont la date de la retraite survient avant qu'il ait pu prendre les vacances antérieures à son crédit et celles afférentes à l'année en cours, a droit, à son choix, à une prestation en espèces pour la valeur de ce congé ou, avant la date de cessation de ses fonctions, à un congé pour les vacances à son crédit plus un congé d'une durée proportionnelle à celle du service accompli au titre de cette même année.

L'officier-cadre quittant le service doit rembourser l'Employeur de la valeur en espèces des vacances prises en trop, en proportion du service non accompli.

- 13.05 Les dates des vacances sont sujettes à l'approbation du directeur du Service de protection contre l'incendie ou son représentant qui peut les modifier lorsque les besoins l'exigent. Elles doivent être établies en tenant compte du grade, du désir et des années de service des officiers-cadres, dans la mesure où la bonne administration le permet. Sauf pour les chefs de caserne, les chefs aux opérations et les chefs de peloton de la Division des opérations, qui doivent prendre leurs vacances en semaines complètes, les congés de vacances peuvent être pris par demi-journée ou multiples de demi-journée.
- 13.06 L'officier-cadre en congé sans traitement pour la moitié ou plus des jours ouvrables d'un mois de calendrier n'accumule pas de crédit de vacances au cours de ce mois.
- 13.07 L'officier-cadre qui entre en service avant le 15 du mois ou celui qui quitte le service après le 15 du mois a droit au crédit de vacances prévu pour ce mois.
- 13.08 a) L'officier-cadre victime d'un accident ou d'une maladie non imputable au travail et non guéri avant le début de la période fixée pour ses vacances a le droit, s'il en fait la demande écrite à la direction, d'ajourner ses vacances à une autre période déterminée, compte tenu des besoins du service, dans le cours de la même période de 12 mois s'étendant du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril.
- b) Cependant, en cas d'absence d'un officier-cadre découlant d'un accident ou d'une maladie imputable au travail, lorsque l'absence de celui-ci se prolonge d'une date antérieure au 30 avril d'une année à une date postérieure au 30 avril de la même année, il a le droit, s'il en fait la demande écrite à la direction, d'ajourner ses vacances à une autre période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 avril suivant le début de son absence.
- c) L'officier-cadre qui est hospitalisé pendant 36 heures et plus durant ses vacances voit ses vacances reportées en fonction de son invalidité, et ce, à compter de la première journée d'hospitalisation, à la condition qu'elles puissent être utilisées avant le 1<sup>er</sup> mai suivant. Pour bénéficier de cet avantage, l'officier-cadre doit fournir les pièces justificatives pertinentes et informer le bureau médical de l'Employeur dès son hospitalisation.
- 13.09 L'officier-cadre absent pour cause de maladie ou d'accident, qui désire avancer ses vacances ou partie de ses vacances de l'année en cours pour couvrir ladite absence, doit en faire la demande par écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie. Si cette demande est accordée, il est considéré absent en congé de vacances annuelles et non pas absent en congé de maladie pour la durée de ses vacances annuelles ainsi avancées.



## SECTION 14.00 CONGÉS SPÉCIAUX ET CONGÉS SANS TRAITEMENT

### CONGÉS SPÉCIAUX

14.01 Au 1<sup>er</sup> mai de chaque année, il est accordé à chaque officier-cadre, pour les congés spéciaux (décès, naissance, etc.), un crédit d'absence correspondant au nombre d'heures prévues à sa semaine normale de travail, soit 35 heures pour le personnel assujetti à un horaire de 35 heures et 42 heures pour le personnel assujetti à un horaire de 42 heures. L'officier-cadre pour lequel l'horaire a varié au cours de l'année durant une période de 4 semaines ou plus voit son crédit d'absence accordé au 1<sup>er</sup> mai ajusté au prorata du temps travaillé au cours des 12 mois précédents. Le crédit d'absence non utilisé dans une année peut être cumulé d'une année à l'autre jusqu'à un maximum de 5 semaines normales de travail (175 heures pour le personnel assujetti à un horaire hebdomadaire de 35 heures ou 210 heures pour le personnel assujetti à un horaire hebdomadaire de 42 heures). Ce crédit d'absence n'est pas monnayable.

L'officier-cadre dont le crédit d'absence excède la norme prévue au paragraphe précédent, dispose d'une période de 3 années à compter du 1<sup>er</sup> mai 2013 pour réduire ce crédit à un **maximum de 3 semaines normales** de travail. Au terme de cette période, les jours en excédant de la norme permise sont non monnayables.

14.02 L'officier-cadre peut utiliser le crédit d'absence pour s'absenter de son travail pour toute raison sans perte de salaire, si le crédit d'absence qui lui est accordé en vertu de l'article 14.01 n'est pas épuisé.

L'officier-cadre dont le crédit d'absence est épuisé ou inexistant peut anticiper un nombre d'heures correspondant à sa semaine normale de travail pour s'absenter pour des motifs familiaux. Dans un tel cas, l'officier-cadre peut bénéficier d'un crédit d'absence négatif équivalent au nombre d'heures compris dans sa semaine normale de travail. Ce crédit négatif est remboursé avec le crédit d'absence qui lui est accordé en vertu de l'article 14.01. Le crédit d'absence négatif doit également être remboursé par l'officier-cadre au moment où il cesse d'être à l'emploi de l'Employeur.

14.03 Chaque absence est débitée en heure.

14.04 L'officier-cadre en congé sans traitement pour la moitié ou plus des jours ouvrables d'un mois civil n'accumule pas de crédit d'absence au cours de ce mois.

14.05 L'officier-cadre qui désire s'absenter doit y être préalablement autorisé par son supérieur immédiat sauf lorsque des circonstances incontrôlables l'empêchent de demander une telle autorisation.

## CONGÉ SANS TRAITEMENT

- 14.06 Un congé sans traitement de 5 jours et moins peut être autorisé par le supérieur immédiat de l'officier-cadre qui lui soumet préalablement sa demande.
- 14.07 Le directeur de service peut, sur demande et pour des motifs jugés sérieux et valables et compte tenu des besoins du service, accorder un congé sans traitement pour une période maximale de 12 mois. Cette demande doit être faite par écrit et toute réponse à la demande écrite doit être signifiée par écrit à l'officier-cadre environ dans les 30 jours de la réception de la demande.
- 14.08 Après une période de 7 années de service, un officier-cadre peut, après entente avec l'Employeur, obtenir un congé sans traitement dont la durée ne peut excéder 52 semaines.
- 14.09 L'officier-cadre qui veut mettre fin à son congé sans traitement prévu à l'article 14.08, avant la date prévue, doit donner un préavis écrit de son intention au moins 30 jours avant de reprendre le travail. Ledit préavis est d'au moins 10 jours pour le congé prévu à l'article 14.07.
- 14.10 Pendant la durée d'un congé sans traitement visé par la présente section, la participation de l'officier-cadre à son régime de retraite est interrompue. Cependant, l'officier-cadre qui désire maintenir sa participation doit en aviser l'Employeur et payer sa contribution et la contribution régulière de l'Employeur, comme il est prévu aux dispositions du régime de retraite.
- 14.11 L'officier-cadre bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance-accident. Il bénéficie également des dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur à compter de la date établie pour son retour au travail. L'officier-cadre doit assumer sa pleine contribution ainsi que celle de l'Employeur.
- 14.12 Pendant la durée d'un congé sans traitement, l'officier-cadre bénéficie de ses autres conditions de travail, à l'exception des suivantes :
- L'accumulation des crédits de vacances
  - Les jours fériés
  - Les heures supplémentaires
  - Les congés spéciaux
  - Les absences en maladie et accidents non imputables au travail
  - Les congés parentaux
  - L'utilisation d'une automobile
  - Les indemnités pour les vêtements
  - Toute indemnité reliée à la présence au travail

- 14.13 À la fin d'un congé sans traitement visé par la présente section, l'officier-cadre réintègre le poste qu'il occupait avant son départ. Dans l'éventualité où son poste a été aboli ou modifié pendant son congé, l'officier-cadre a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il avait été au travail.
- 14.14 L'officier-cadre peut bénéficier d'un régime de congé autofinancé (à traitement différé) selon les dispositions de l'annexe « D ».

## **SECTION 15.00 ABSENCE EN MALADIE ET ASSURANCE COLLECTIVE**

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

- 15.01 L'Employeur convient de maintenir en vigueur un régime d'assurance collective contenant les garanties prévues au contrat d'assurance collective actuellement en vigueur.
- 15.02 L'officier-cadre régulier ou permanent est admissible aux garanties suivantes à compter de sa date d'entrée en fonction :
- a) Assurance invalidité de courte durée.
  - b) Assurance invalidité de longue durée.
  - c) Assurance accident-maladie (incluant l'assurance voyage et l'assurance annulation voyage).
  - d) Assurance-vie de base.
  - e) Assurance-vie facultative.
- 15.03 Le partage des primes est le suivant :
- a) Assurance invalidité de courte durée : 100 % par l'Employeur.
  - b) Assurance invalidité de longue durée : 100 % par l'Employeur.**
  - c) Assurance accident-maladie : 50% par l'Employeur; 50 % par l'officier-cadre.  
Retraité après le 1<sup>er</sup> juin 2006 : 30 % par l'Employeur; 70 % par le retraité.
  - d) Assurance annulation de voyage : 100 % par l'officier-cadre.
  - e) Assurance-vie de base : 50 % par l'Employeur; 50 % par l'officier-cadre.
  - f) Assurance-vie facultative : 100 % par l'officier-cadre.

En contrepartie du régime d'assurance invalidité, la réduction de la cotisation au régime d'assurance-emploi est conservée par l'Employeur.

## ASSURANCE-VIE

15.04 La garantie d'assurance-vie de base est égale à 2 fois le salaire annuel régulier de l'officier-cadre, arrondi au prochain multiple de 1 000 \$ s'il n'en est pas déjà un.

Pour le retraité, la garantie d'assurance-vie de base est égale à 20 % du maximum des gains admissibles (MGA) selon le Régime de rentes du Québec en date du décès.

## MALADIES ET ACCIDENTS IMPUTABLES AU TRAVAIL

15.05 Lésions professionnelles

L'officier-cadre et ses ayants droit bénéficient des droits qui leur sont conférés par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*. Dans l'éventualité où cette lésion n'est pas reconnue par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, par l'instance de révision administrative, ou par l'instance d'appel, l'officier-cadre bénéficie des dispositions du régime d'assurance invalidité auquel il est admissible dès la date d'effet de la première décision de l'instance concernée, et ce, sans attendre la décision révisée.

a) Dans tous les cas de lésions professionnelles, l'officier-cadre reçoit :

- Pour une période de 2 ans, lors d'une blessure subie à l'action, une indemnité dont le montant payable est tel que le revenu de l'officier-cadre pour la période en cause est égal à 100 % du salaire brut régulier qu'il aurait reçu s'il était au travail.
- Pour une période de 26 semaines et tant qu'il est visé par le présent article : une indemnité établie de façon à ce que le total de l'indemnité de remplacement du revenu versée selon la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et l'indemnité versée selon la présente disposition soit égale à 90 % du salaire net régulier qu'il aurait reçu s'il était au travail.
- Après la période de 26 semaines ou 2 ans pour blessure subie à l'action et tant qu'il est visé par le présent article, le plus avantageux entre une indemnité dont le montant est égal à 70 % du salaire brut régulier qu'il aurait reçu s'il était au travail et l'indemnité qui lui est payable en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.

Aux fins de commodité administrative, les indemnités payables par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en application des paragraphes précédents sont avancées par l'Employeur.

b) Le salaire net régulier s'entend de son salaire, c'est-à-dire de son traitement régulier tel que fixé par le présent document, le tout diminué de la somme des prélèvements faits aux fins de l'impôt, aux fins des régimes publics et du régime de retraite.

- c) Le revenu net de l'officier-cadre s'entend du total, pour l'année civile, des prestations payables en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, de son salaire et de toute indemnité d'assurance invalidité prévue au présent article, diminuée des contributions perçues aux fins du régime de retraite et des prélèvements qui auraient dû être effectués aux fins de l'impôt et des régimes publics sur un montant de salaire annuel égal au total de son salaire et de toute indemnité d'assurance invalidité prévue au présent article.

15.06 Dans l'éventualité où il y aurait contestation de la part de l'Employeur ou de l'officier-cadre relativement à l'existence d'une lésion professionnelle ou à la reconnaissance de tout droit conféré par la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, le mécanisme de contestation utilisé est celui prévu à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.

## **MALADIES ET ACCIDENTS NON IMPUTABLES AU TRAVAIL**

15.07 Assurance invalidité – Officier-cadre

- a) Aux fins d'application du paragraphe suivant, l'équivalent en heures des 20 premiers jours d'absence est établi en fonction de l'horaire régulier de l'officier-cadre au début de son absence.
- b) En cas de maladie ou d'accident dûment constaté dont il est victime et qui l'empêche de remplir ses fonctions, l'officier-cadre a droit, pour l'équivalent en heures des 20 premiers jours d'absence au cours d'une même année civile, à une indemnité égale à 80 % de son taux horaire brut régulier.

Pour toute période d'absence qui excède l'équivalent en heures des 20 premiers jours d'absence, l'indemnité versée par l'Employeur est de 100 % de son taux horaire brut régulier.

L'officier-cadre dont l'absence pour maladie ou accident est en cours le 31 décembre d'une année et se poursuit le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante demeure régi par les règles précédentes comme s'il s'agissait de la même année civile.

- c) Les indemnités prévues à l'article 15.07 b) sont payables pendant une période maximale de 26 semaines ou jusqu'à ce que l'officier-cadre devienne admissible à la prestation d'invalidité payable en vertu du régime d'assurance-invalidité de longue durée mis en place par l'Employeur.
- d) Pendant une absence visée par les paragraphes précédents, l'officier-cadre conserve son statut d'officier-cadre et les avantages et les obligations qui y sont attachés comme s'il était au travail, y incluant les augmentations de salaire, les congés spéciaux, les vacances et son régime de retraite cotisable à 100 % de son salaire régulier.
- e) **Aux termes de la période d'absence de 26 semaines prévue à l'article 15.07 c), l'officier-cadre invalide conserve son statut d'officier-cadre et bénéficie du régime d'assurance invalidité de longue durée. L'officier-cadre a droit pour la durée de son invalidité à une prestation égale à 70 % de son salaire brut régulier à la date du début de son invalidité.**

- f) La prestation prévue au paragraphe précédent est indexée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon l'indice des prix à la consommation moins 1,5 % tant que dure son invalidité ou de 0 % pour toute année où l'IPC est inférieur à 1,5 %.
- g) Les prestations d'assurance invalidité de longue durée cessent à la première des dates suivantes :
- Le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance de l'officier-cadre.
  - L'âge auquel l'officier-cadre a cumulé 30 années de participation dans son régime de retraite, sous réserve d'un âge minimum de 60 ans.

15.08 Tant qu'il bénéficie d'une prestation d'invalidité de longue durée, l'officier-cadre est exonéré de cotisation à son régime de retraite. Toutefois, l'officier-cadre continue de cotiser au régime d'assurance accident-maladie, au régime d'assurance-vie et dans ce cas, l'Employeur assume sa part.

15.09 Lorsque l'officier-cadre conserve, aux termes de la consolidation de sa lésion, des séquelles permanentes incompatibles avec son emploi régulier, l'article 15.10 b) s'applique.

15.10 a) L'Employeur peut assigner temporairement, à des tâches convenant à son niveau de qualification, l'officier-cadre incapable d'exercer son emploi de façon temporaire, prioritairement à tout autre employé de la Ville. L'officier-cadre doit accepter une telle assignation à défaut de quoi, il devient inadmissible aux avantages prévus à la présente section. S'il accepte, il reçoit alors le salaire attaché à son poste régulier. En cas de divergence entre l'Employeur et l'officier-cadre sur sa capacité à accomplir des tâches, la procédure d'arbitrage prévue à l'article 15.14 s'applique.

b) L'employeur peut nommer dans tout autre emploi disponible chez l'Employeur, couvert ou non par une accréditation, un officier-cadre incapable d'exercer son emploi de façon permanente, prioritairement à tout autre employé chez l'Employeur. Le poste où l'officier-cadre est nommé doit convenir à son niveau de qualification. L'officier-cadre doit accepter une telle nomination à défaut de quoi, il devient inadmissible aux avantages prévus à la présente section. S'il accepte, il reçoit alors le salaire attaché à son poste régulier qu'il occupait avant son remplacement. En cas de divergence entre l'Employeur et l'officier-cadre sur sa capacité à accomplir cet emploi, la procédure d'arbitrage prévue à l'article 15.14 s'applique.

c) L'officier-cadre nommé à un poste qui prévoit un salaire inférieur à celui de son ancien poste régulier touche le taux de salaire qu'il recevait à la date de son remplacement si cette nomination est effectuée avant qu'il ait retiré une prestation d'invalidité de longue durée. Si cette nomination est effectuée après qu'il ait retiré une telle prestation, il reçoit le taux de salaire à la date à laquelle il a commencé à retirer une prestation d'invalidité.

Il bénéficie de 50 % des augmentations générales pour l'échelle de traitement à laquelle son emploi est maintenant rattaché, et ce, jusqu'à ce que son salaire et celui attaché à son nouveau poste se rejoignent. Par la suite, il est rémunéré selon le salaire attaché à son nouveau poste.

## DISPOSITIONS ADDITIONNELLES

15.11 Sous réserve des dispositions du régime d'invalidité de l'Employeur, dont celles relatives aux prestations salariales au cas d'invalidité, pendant le temps de son absence pour maladie ou accident, l'officier-cadre conserve son statut avec tous les avantages et obligations qui en découlent dont ceux prévus au programme de gestion de la performance et les augmentations de salaire prévues au protocole d'entente, sauf les avantages d'absences payées qui ne sont accordés que lorsque stipulé expressément aux autres sections du présent protocole.

15.12 Un officier-cadre à qui l'Employeur est tenu de verser des prestations salariales en vertu de cet article, à la suite d'un accident, doit pour bénéficier de ces prestations :

- a) Aviser sans délai son supérieur immédiat de son absence au travail et fournir le plus rapidement possible au Service des ressources humaines une déclaration écrite en la forme prescrite à l'annexe « A » du présent document.
- b) Signer une formule de subrogation par laquelle il subroge l'Employeur dans tous ses droits et recours contre quiconque et toute personne responsable de son incapacité.

Cette subrogation peut être exercée jusqu'à concurrence de tout ce que l'Employeur est appelé à payer par suite de la maladie ou de l'accident, sous réserve de tout recours de l'officier-cadre pour l'excédent.

Il est expressément convenu que les montants accordés à titre de souffrances, douleurs, inconvénients et perte de jouissance de la vie ne font pas l'objet de cette subrogation.

En aucun temps, l'officier-cadre ne peut ni directement ni indirectement ou de quelque manière que ce soit, libérer aucune personne, société ou corporation pouvant être en loi tenue responsable de la maladie ou de l'accident donnant lieu à la réclamation

L'officier-cadre s'engage en outre à n'accepter aucun règlement sans l'approbation préalable de l'Employeur.

- 15.13
- a) Règle générale, l'Employeur n'exige un certificat médical **avec diagnostic** que pour les absences de 3 jours ouvrables ou plus.
  - b) Dans le cas d'abus et d'absences répétées d'un officier-cadre, son supérieur peut exiger un certificat médical **avec diagnostic** pour toute absence en maladie, après avoir avisé par écrit l'officier-cadre d'une telle obligation.
  - c) Lorsque demandé, l'officier-cadre est tenu de se présenter chez le médecin choisi par l'Employeur.

L'officier-cadre n'est pas tenu de payer les médecins de l'Employeur pour les visites faites à ceux-ci ou par ceux-ci en vertu du présent document. De plus, si l'officier-cadre doit payer le coût d'examen médicaux demandés par l'Employeur, celui-ci rembourse à l'officier-cadre les frais encourus.

Lors d'expertises médicales demandées par l'Employeur, ce dernier rembourse à l'officier-cadre les frais de déplacement et de stationnement conformément aux dispositions de la section 26.

d) Tout diagnostic demeure au dossier médical de l'officier-cadre.

15.14 Au cas de désaccord entre le médecin de l'officier-cadre et le médecin de l'Employeur, l'une ou l'autre des parties peut demander l'arbitrage médical devant un médecin arbitre choisi d'un commun accord par l'Employeur et l'Association. La décision du médecin arbitre est sans appel; les honoraires et les dépenses de ce dernier sont payés à parts égales par l'Employeur et l'Association.

Si la décision finale de l'arbitre est favorable à l'Employeur, les prestations d'assurance cessent à la date où elles auraient autrement cessé n'eut été du processus d'arbitrage, auquel cas, l'adhérent s'engage à rembourser les sommes excédentaires versées par l'Employeur ou l'assureur.

15.15 Pour bénéficier des prestations salariales prévues à cet article :

a) L'officier-cadre doit se soumettre aux prescriptions médicales que son état nécessite, sans préjudice à ses droits en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.

b) Il doit, lorsque requis, faire parvenir un certificat médical contenant un diagnostic justifiant son absence au médecin de l'Employeur dans les plus brefs délais.

15.16 Une période d'absence est considérée comme la continuation d'une période d'absence antérieure :

a) Si l'officier-cadre s'absente pour la même maladie au cours des 12 mois suivant son retour au travail; ou

b) S'il reprend le travail, de façon progressive, à titre d'essai, ou avec des restrictions physiques ou médicales, et qu'il s'absente pour la même maladie au cours des 24 prochains mois.

15.17 a) Les compensations ou prestations salariales prévues dans le présent document au cas de maladie ou d'accident ne s'ajoutent pas aux compensations ou prestations salariales et aux rentes payables en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, de la *Loi sur l'assurance-automobile du Québec* et du Régime de rentes du Québec et leurs amendements, mais les incluent en ce sens que les compensations ou prestations salariales et rentes en vertu de ces lois en sont déductibles.

Dans le cas d'un accident d'automobile, l'officier-cadre doit remplir la déclaration prévue à cet effet à l'annexe « B-1 ».

b) En ce qui a trait aux compensations ou prestations salariales touchées en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*, l'officier-cadre à qui elles sont versées s'engage à les rembourser à l'Employeur, s'il y a lieu, selon les modalités prévues à l'annexe « B-2 ».



- c) L'officier-cadre qui reçoit une indemnité de remplacement du revenu en vertu de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, à la suite d'un événement survenu dans un emploi autre que son emploi régulier chez l'Employeur, et qui est admissible aux prestations salariales prévues aux articles 15.07 b) et 15.07 c), voit ses prestations salariales diminuées d'un montant égal à l'indemnité de remplacement du revenu versée par la CSST.
- 15.18 L'officier-cadre n'est pas tenu de demeurer inactif ou à son domicile, sauf prescription médicale, lors d'une période d'absence en maladie ou en accident.
- 15.19 Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas en cas d'absence résultant de maladie ou de blessure qui a volontairement été causée par la personne elle-même, de participation active à une émeute, à une insurrection, ou à des actes criminels, ou de service dans les forces armées.
- 15.20 a) Afin de réduire l'absentéisme et bonifier la présence au travail, l'officier-cadre a droit de recevoir, à la fin de chaque année civile, une bonification équivalente à :
- 2 jours de salaire s'il s'absente pour maladie 2 jours ou moins dans l'année.
  - 1 journée de salaire s'il s'absente pour maladie plus de 2 jours, jusqu'à un maximum de 5 jours dans l'année.
- b) La bonification est établie de la façon suivante :

<b>Absence en maladie au cours de l'année civile</b>	<b>Bonification</b>
<p>Jusqu'à 28 h d'absence (pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem.)*</p> <p>Jusqu'à 2 jours d'absence (pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 35 h/sem.)*</p> <p>* Aux fins du calcul de ces jours d'absence et afin de tenir compte des heures régulières travaillées par l'employé, le total des heures d'absence en maladie doit être égal ou inférieur à 1/130 des heures travaillées au cours de l'année civile pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 35 h/sem. ou 1/78 pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem.</p>	<p>L'équivalent de 2 jours de salaire*</p> <p>* Aux fins de calcul de la bonification, la formule suivante s'applique : Nombre d'heures régulières travaillées au cours de l'année civile X 1/130 X taux horaire brut régulier de l'employé au 31 décembre de l'année visée. Le facteur est 1/91 pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem.</p>
<p>Plus de 28 h d'absence jusqu'à un maximum de 42 h (pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem.)*</p> <p>Plus de 2 jours (pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 35 h/sem.)*</p> <p>* Aux fins du calcul de ces jours d'absence et afin de tenir compte des heures régulières travaillées par l'employé, le total des heures d'absence en maladie doit être égal ou supérieur à 1/130 pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 35 h/sem. ou 1/78 des heures pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem. et égal ou inférieur à 1/52 des heures travaillées au cours de l'année civile</p>	<p>L'équivalent de 1 jour de salaire*</p> <p>* Aux fins de calcul de la bonification, la formule suivante s'applique : Nombre d'heures régulières travaillées au cours de l'année civile X 1/260 X taux horaire brut régulier de l'employé au 31 décembre de l'année visée. Le facteur est 1/182 pour l'officier-cadre assujetti à l'horaire de 42 h/sem.</p>

- c) Cette bonification est versée une fois l'an dans les semaines qui suivent le 31 décembre. Elle ne constitue pas du salaire au sens du régime de retraite.
- d) Aux fins de l'application du présent article, les absences payées ou indemnisées en vertu du présent document, à l'exception des absences en maladie, sont considérées comme des heures travaillées.

## **SECTION 16.00 CONGÉS POUR AFFAIRES PUBLIQUES**

- 16.01 L'officier-cadre appelé pour la composition d'un jury, comme juré ou comme témoin dans une affaire où lui-même ou un membre immédiat de sa famille n'est pas intéressé, bénéficie d'un congé avec traitement pendant le temps où il est requis d'agir comme tel. Il remet à l'Employeur l'indemnité de remplacement de salaire qui lui est versée.
- 16.02 Sur demande écrite au directeur général, l'Employeur accorde un congé sans traitement à l'officier-cadre qui est candidat ou agent officiel à une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire selon les lois applicables.
- 16.03 Si l'officier-cadre est élu député fédéral ou provincial, il est immédiatement considéré en congé sans traitement pour la durée de son mandat.
- 16.04 L'officier-cadre doit, dans les 10 jours de l'expiration de son mandat, s'il est en congé sans traitement, demander par écrit au Service des ressources humaines sa réintégration au service de l'Employeur et le réintégrer dans les 30 jours, faute de quoi, il est considéré avoir remis sa démission, sous réserve de toute loi applicable.
- 16.05 L'officier-cadre ainsi réintégré l'est à un niveau de rémunération qui correspond au niveau de rémunération de la classe qu'il occupait avant son congé.
- 16.06 L'officier-cadre a priorité pour être affecté au même emploi et, le cas échéant, au poste de travail occupé avant son congé sans traitement.
- 16.07 Si aucun emploi n'est disponible dans la même classe d'emplois qu'occupait l'officier-cadre avant son congé, ce dernier est déclaré en surnombre et son remplacement est prioritaire dans un emploi de cette classe.
- 16.08 L'officier-cadre peut refuser le poste ou les tâches auxquelles il est affecté selon les qualifications. En cas de refus, l'Association est informée et l'officier-cadre est considéré comme ayant remis sa démission.

## **SECTION 17.00 CONDITIONS DE L'OBTENTION DES CONGÉS**

- 17.01 Pour bénéficier des droits et avantages prévus aux sections 3, 12, 13, 14 et 15, les officiers-cadres sont assujettis aux procédés en usage pour le contrôle des absences.

## **SECTION 18.00 RÉGIME DE RETRAITE**

18.01 Tout employé visé par les présentes conditions est également visé par le Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec, et ce, aux conditions qui sont prévues dans le Règlement de l'agglomération sur le Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec notamment celles qui se rapportent spécifiquement à un employé occupant un poste d'officier-cadre pompier (R.A.V.Q. 256).

## **SECTION 19.00 PROTECTION JUDICIAIRE**

19.01 L'Employeur s'engage à assurer, à ses frais, une défense pleine et entière à l'officier-cadre qui est poursuivi par suite d'actes, autres que ceux de faute lourde, posés dans l'exercice et les limites de ses fonctions en tant qu'officier-cadre de l'Employeur.

19.02 L'Employeur convient d'indemniser l'officier-cadre de toute obligation que la loi ou tout jugement lui impose en raison de la perte ou du dommage résultant d'actes, autres que ceux de faute lourde, posés par lui dans l'exercice et les limites de ses fonctions, mais jusqu'à concurrence seulement du montant pour lequel l'officier-cadre n'est pas déjà indemnisé d'une autre source, pourvu que :

- a) L'officier-cadre ait donné, dès que raisonnablement possible, par écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie, un avis circonstancié des faits concernant toute réclamation qui lui est faite.
- b) Qu'il n'ait admis aucune responsabilité quant à une telle réclamation.
- c) Qu'il cède à l'Employeur, jusqu'à concurrence du montant de la perte ou du dommage assumé par lui, ses droits de recours contre les tiers et signe tous les documents requis par l'Employeur à cette fin.
- d) Si l'Employeur décide de ne pas porter appel d'un jugement, l'officier-cadre peut le faire lui-même. L'Employeur rembourse alors les honoraires versés à son avocat pourvu toutefois que le taux horaire de l'avocat ait été convenu au préalable entre l'Employeur et ce dernier et que la décision de l'officier-cadre s'appuie sur une opinion écrite, motivée et favorable de son avocat justifiant l'opportunité de l'appel. À défaut d'entente quant à ce taux, le litige sera référé au Barreau du Québec.

19.03 Si l'Employeur juge que la responsabilité de l'officier-cadre n'est pas mise en cause, il défraie le coût d'une amende imposée par la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST), conformément à l'article 19.01.

## **SECTION 20.00 ARTICLES VESTIMENTAIRES**

20.01 L'officier-cadre reçoit, au besoin, les articles d'uniformes et d'équipements nécessaires à l'accomplissement de sa tâche selon un système de pointage convenu entre l'Association et l'Employeur.

## **SECTION 21.00 SANTÉ ET SÉCURITÉ**

21.01 L'Employeur et l'Association considèrent la santé et la sécurité du travail comme une valeur et s'engagent mutuellement à coopérer pour prévenir les accidents et promouvoir la sécurité et la santé de l'ensemble du personnel du Service de protection contre l'incendie.

## **SECTION 22.00 DOMICILE DES OFFICIERS**

22.01 L'officier-cadre entré à l'emploi de l'Employeur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981 peut établir son domicile à l'endroit de son choix. Cependant, il doit se présenter à son lieu de travail dans un délai de 30 minutes en cas d'urgence ou de situation imprévisible requérant sa présence, pour l'exécution diligente, sûre et économique du travail à accomplir, à moins de circonstances incontrôlables.

## **SECTION 23.00 CHANGEMENTS TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES, FUSIONS ET AUTRES TRANSFORMATIONS**

23.01 L'officier-cadre permanent ne peut être congédié pour cause de changements techniques ou technologiques, de modifications dans les structures des services de l'Employeur ou de manque de travail.

Un transfert de compétence à un autre niveau de gouvernement ne constitue pas un changement ou une modification au sens du présent article et est régi par l'article 23.05 et les suivants.

23.02 Si l'Employeur abolit ou modifie un poste occupé par un officier-cadre permanent pour cause de changements techniques ou technologiques ou de modifications dans les structures des services, il en informe l'Association 1 mois à l'avance, à moins d'une entente entre les parties. Les parties discutent alors de la nouvelle affectation de l'officier-cadre et des mesures à prendre pour lui permettre, le cas échéant, de se réadapter et de lui assurer, eu égard à ses aptitudes et aux nécessités du service, l'opportunité d'acquérir aux frais de l'Employeur la formation. En cas de désaccord, la mésentente est considérée comme un problème à discuter au sein du comité de relations professionnelles.

23.03 a) L'officier-cadre permanent replacé à un emploi dont l'échelle de traitement est inférieure, par suite de l'application des dispositions de l'article 23.02 ou transféré dans une même catégorie d'emplois par suite de ces mêmes changements, reçoit une rémunération établie comme suit :

- Il continue de toucher son ancien traitement et bénéficie des dispositions prévues à l'article 6.05.

- Il bénéficie des augmentations générales pour l'échelle de traitement à laquelle son emploi antérieur appartenait.
- b) L'officier-cadre permanent transféré dans une catégorie d'emplois syndiqués reçoit une rémunération établie comme suit :
- Il continue de toucher son ancien traitement.
  - Il reçoit des augmentations statutaires (4 %) pour son ancien traitement jusqu'à ce qu'il ait atteint le maximum de l'échelle de son ancien traitement, sous réserve d'une évaluation positive de son rendement.
  - Il bénéficie des augmentations générales pour l'échelle de traitement à laquelle son emploi était antérieurement attaché.

23.04 Les officiers-cadres permanents concernés doivent cependant, à la demande et aux frais de l'Employeur, eu égard à leurs aptitudes respectives suivre la formation qui pourrait être requise, en vue de répondre aux exigences de leur nouvel emploi.

23.05 Dans tous les cas d'un transfert de compétence comportant le transfert d'officiers-cadres permanents, l'Employeur convient de nommer, sur la base de leurs qualifications, à des postes devant être comblés à brève échéance, les officiers-cadres permanents qui désirent demeurer à l'emploi de l'Employeur, et ce, après consultation avec l'Association. L'Employeur se réserve cependant le droit de refuser une demande.

Tous les officiers-cadres permanents transférés pourront poser leur candidature à tout poste offert et y être nommés, sur la base de leurs qualifications, tout comme s'ils étaient encore à l'emploi de l'Employeur. Ces officiers-cadres permanents ont priorité sur les candidats qui ne sont pas déjà à l'emploi de l'Employeur.

23.06 Dans tous les cas de transfert de compétence, l'Employeur s'engage à intervenir auprès du gouvernement concerné pour que tous les officiers-cadres permanents visés puissent être transférés et puissent recevoir des traitements et des avantages sociaux similaires à ceux octroyés par l'Employeur et à faire des représentations pour que soient respectés tous leurs droits et privilèges.

23.07 Sous réserve des dispositions de l'article 23.10, l'officier-cadre permanent transféré cesse d'être considéré un officier-cadre de l'Employeur à la date du transfert de cet officier-cadre.

23.08 L'officier-cadre permanent transféré ne peut obliger l'Employeur à payer, à la suite de son intégration, une somme d'argent en lien avec ses crédits de vacances, qu'il ne pourrait exiger si ce transfert n'avait pas lieu.

Les vacances restent à son crédit et sont payables par l'Employeur, directement ou par l'entremise du gouvernement concerné, selon les modalités et les conditions prévues comme s'il était demeuré à l'emploi de l'Employeur.

23.09 Les avantages accumulés au crédit d'un officier-cadre permanent en vertu du régime de retraite de l'Employeur lui demeurent acquis et sont payables selon les conditions

stipulées au régime au moment du transfert de l'officier-cadre permanent à un employeur autre que la Ville de Québec.

L'officier-cadre permanent transféré qui quitte son emploi pour réintégrer le service de l'Employeur doit demander le transfert de ses bénéfices accumulés au régime de retraite des officiers-cadres du gouvernement concerné. Il s'agit d'une condition à sa réintégration.

- 23.10 L'officier-cadre permanent affecté à un gouvernement ou un organisme public pour y travailler temporairement conserve tous ses droits acquis au service de l'Employeur. Pendant cette affectation, quelle qu'en soit la durée, il continue d'accumuler tous les droits qui en résultent, y compris ceux relatifs au mode d'étude de cas par le comité des relations professionnelles.

## **SECTION 24.00 STATIONNEMENT**

- 24.01 L'officier-cadre à qui l'Employeur loue un espace de stationnement sur les terrains de l'Employeur, doit déboursier le montant établi par celui-ci.

## **SECTION 25.00 CONGÉS PARENTAUX**

### **CONGÉ DE MATERNITÉ**

- 25.01 a) L'officière-cadre enceinte a droit à un congé de maternité d'une durée de 20 semaines qu'elle peut répartir à son gré avant et après la date prévue de l'accouchement. Après avoir remis à l'Employeur son préavis de départ, elle peut quitter en tout temps à partir de la 16<sup>e</sup> semaine avant la date prévue de l'accouchement.
- b) Le congé de maternité peut être d'une durée moindre que 20 semaines. Si l'officière-cadre désire revenir au travail dans les 2 semaines suivant la naissance, elle doit produire au bureau médical de l'Employeur un certificat médical attestant que son état de santé lui permet de reprendre le travail. Advenant que les opinions des médecins de l'Employeur et de l'officière-cadre diffèrent quant à l'état de santé de l'officière-cadre, la procédure prévue à l'article 15.14 du présent document s'applique.
- c) L'officière-cadre a droit à un congé de maternité discontinu lorsque son enfant n'est pas en mesure de quitter l'établissement de santé ou lorsqu'il est hospitalisé dans les 15 jours de sa naissance à la condition de produire un certificat médical à cet effet. Dans une telle situation, l'officière-cadre peut revenir au travail avant la fin du congé de maternité prévu à la présente section et compléter celui-ci lorsque l'état de l'enfant n'exige plus de soins hospitaliers. Advenant que l'officière-cadre désire revenir au travail dans les 2 semaines suivant la naissance, les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent.

- 25.02 a) L'officière-cadre doit donner un préavis écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie avec une copie au directeur du Service des ressources humaines au moins 3 semaines avant la date du début du congé en indiquant la date de son départ et celle prévue de son retour.
- b) Cet avis peut être de moins de 3 semaines si un certificat médical atteste de la nécessité pour l'officière-cadre de cesser le travail dans un délai moindre.
- 25.03 L'officière-cadre doit fournir dans les premiers mois de grossesse un certificat médical attestant la date probable de l'accouchement.
- 25.04 À partir de la 6<sup>e</sup> semaine qui précède la date prévue de l'accouchement, l'Employeur peut exiger de l'officière-cadre qui est encore au travail, un certificat médical établissant qu'elle est en mesure de fournir une prestation de travail.
- 25.05 L'officière-cadre a droit à un congé spécial pour des visites reliées à la grossesse effectuées chez un professionnel de la santé et attestées par un certificat médical. Durant ce congé spécial, le salaire de l'officière est maintenu à 100 %.
- 25.06 Si l'accouchement a lieu après la date prévue, l'officière-cadre a droit à une prolongation de son congé de maternité équivalente à la période du retard, sauf si elle dispose déjà d'une période d'au moins 2 semaines de congé de maternité après la date d'accouchement.
- 25.07 Lorsque les conditions de travail de l'officière-cadre constituent des dangers physiques pour l'enfant à naître ou pour elle-même à cause de son état de grossesse, celle-ci peut demander d'être assignée à d'autres tâches jusqu'au moment de son congé de maternité. Cette demande doit être appuyée par un certificat médical attestant de la situation.
- 25.08 Si l'Employeur n'effectue pas l'assignation temporaire prévue à l'article 25.07 ou lorsqu'une complication de grossesse ou un danger d'interruption de grossesse exige un arrêt de travail pour une période dont la durée est prescrite par un certificat médical, l'officière-cadre a droit à un congé avec traitement.

Dans les cas prévus aux articles 25.07 et 25.08, le congé de maternité prévu à l'article 25.01 commence à compter du début de la 4<sup>e</sup> semaine précédant la date prévue de l'accouchement.

- 25.09 a) L'Employeur verse à l'officière-cadre ayant acquis 1 an de service au moment de la naissance de son enfant une indemnité égale à la différence entre 95 % de son traitement moyen des 20 semaines précédant le début de son congé et la prestation du Régime d'assurance parentale du Québec hebdomadaire qu'elle reçoit.
- b) L'officière-cadre qui au moment de son accouchement est en congé sans traitement ne bénéficie toutefois pas de cette indemnité.
- 25.10 Lorsque survient une interruption de grossesse avant le début de la 20<sup>e</sup> semaine précédant la date prévue de l'accouchement, l'officière-cadre a droit à un congé de maternité n'excédant pas 3 semaines. Dans ce cas, l'officière-cadre a droit à l'indemnité prévue à l'article 25.09 pour les 3 semaines de son congé.
- 25.11 L'officière-cadre qui accouche d'un enfant mort-né ou qui subit une interruption de grossesse après le début de la 20<sup>e</sup> semaine précédant la date prévue de l'accouchement, a droit à un congé de maternité qui se termine au plus tard 20 semaines après la date de l'évènement. Dans ce cas, l'officière-cadre a droit à l'indemnité prévue à l'article 25.09 pour les 5 premières semaines de son congé.
- 25.12 Lorsque l'article 25.06, 25.10 ou 25.11 s'applique, l'officière-cadre doit, aussitôt que possible, remettre un avis écrit accompagné d'un certificat médical informant l'Employeur de l'évènement survenu et de la date prévue de son retour au travail.
- 25.13 Durant le congé de maternité, l'officière-cadre a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle était restée au travail.

L'officière-cadre qui bénéficie de l'indemnité versée par l'Employeur, continue de participer au régime de retraite en effectuant le paiement régulier de ses cotisations et l'Employeur assume sa part.

L'officière-cadre qui ne bénéficie pas de l'indemnité versée par l'Employeur continue, si elle le désire, de participer au régime de retraite à la condition d'en informer par écrit l'Employeur et d'effectuer le paiement régulier de ses cotisations. Dans ce cas, l'Employeur assume sa part.

Durant le congé de maternité, lorsque l'officière-cadre est ou devient admissible, elle bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. L'officière-cadre bénéficie également des dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur à compter de la journée qui suit la date de la fin de son congé. L'officière-cadre et l'Employeur assument respectivement leurs contributions habituelles.

- 25.14 Durant le congé de maternité, l'officière-cadre cumule ses crédits de congés.
- 25.15 L'officière-cadre qui ne peut prendre ses vacances annuelles en raison du congé de maternité voit à son choix, ses vacances reportées ou payées.



## CONGÉ DE PATERNITÉ

25.16 L'officier-cadre peut prendre un congé de paternité sans traitement ni indemnité d'une durée maximale de 5 semaines continues à l'occasion de la naissance de son enfant. Ce congé peut débuter au plus tôt la semaine de la naissance et se terminer au plus tard 52 semaines après la semaine de la naissance.

25.17 L'officier-cadre doit fournir un préavis écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie, avec copie au directeur du Service des ressources humaines lui mentionnant son intention de se prévaloir de ce congé 3 semaines avant la date prévue du départ.

Ce délai peut toutefois être moindre si la naissance de l'enfant survient avant la date prévue de celle-ci.

25.18 L'officier-cadre en congé de paternité a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il était resté au travail. S'il le désire, il continue de participer au régime de retraite à la condition d'en informer par écrit l'Employeur et d'effectuer le paiement régulier de ses cotisations. Dans ce cas, l'Employeur assume sa part.

Durant le congé de paternité, lorsque l'officier-cadre est ou devient admissible, il bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. L'officier-cadre bénéficie également des dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur à compter de la journée qui suit la date de la fin de son congé. L'officier-cadre et l'Employeur assument respectivement leurs contributions habituelles.

25.19 Durant le congé de paternité, l'officier-cadre cumule ses crédits de congés, et ce, pour une durée de 5 semaines. L'officier-cadre qui ne peut prendre ses vacances annuelles en raison du congé de paternité voit à son choix, ses vacances reportées ou payées.

## AUTRES CONGÉS PARENTAUX – CONGÉ PARENTAL

25.20 Le père et la mère d'un nouveau-né et la personne qui adopte un enfant ont droit à un congé parental sans salaire ni indemnité d'une durée maximale de 52 semaines continues.

Le congé parental peut débuter au plus tôt la semaine de la naissance du nouveau-né ou, dans le cas d'une adoption, la semaine où l'enfant est confié à l'employé ou la semaine où l'employé quitte son travail afin de se rendre à l'extérieur du Québec pour que l'enfant lui soit confié. Il se termine au plus tard 72 semaines après la naissance ou, dans le cas d'une adoption, 72 semaines après que l'enfant lui ait été confié.

25.21 L'officier-cadre doit donner un préavis écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie avec copie au directeur du Service des ressources humaines au moins 3 semaines avant la date du début du congé en indiquant la date de son départ et celle prévue de son retour.

Ce délai peut toutefois être moindre si la présence de l'officier-cadre est requise auprès de l'enfant nouveau-né ou nouvellement adopté ou, le cas échéant, auprès de la mère, en raison de leur état de santé.

25.22 Durant le congé parental, la participation de l'officier-cadre au régime de retraite est interrompue. S'il le désire, il continue de participer au régime de retraite à la condition d'en informer par écrit l'Employeur et d'effectuer le paiement régulier de ses cotisations. Dans ce cas, l'Employeur assume sa part.

Durant le congé parental, lorsque l'officier-cadre est ou devient admissible, il bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. Il bénéficie également des dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur à compter de la journée qui suit la fin de son congé. L'officier-cadre et l'Employeur assument respectivement leurs contributions habituelles.

25.23 Pendant la durée d'un congé parental, l'officier-cadre bénéficie des dispositions du présent document à l'exception des avantages suivants :

- L'accumulation des crédits de vacances et de congés spéciaux
- Les congés fériés
- Les heures supplémentaires
- La compensation pour les vêtements
- Les congés parentaux
- L'indemnité d'ancienneté
- Les absences en maladie et les accidents non imputables au travail
- L'utilisation du véhicule automobile du service

25.24 L'officier-cadre qui ne peut prendre ses vacances annuelles en raison du congé parental voit, à son choix, ses vacances reportées ou payées.

## **CONGÉ D'ADOPTION**

25.25 Le père et la mère ont droit, dans le cas de l'adoption d'un enfant, à un congé sans salaire d'au plus 52 semaines continues, selon les modalités prévues à l'article 25.20.

25.26 L'officier-cadre doit donner un préavis écrit au directeur du Service de protection contre l'incendie avec une copie au directeur du Service des ressources humaines au moins 3 semaines avant la date du début du congé en indiquant la date de son départ et celle prévue de son retour.

25.27 L'Employeur verse à l'officier-cadre ayant 1 an de service au moment de l'adoption, une indemnité égale à la différence entre 95 % du traitement moyen des 20 semaines précédant le début du congé et la prestation du Régime d'assurance parentale du Québec hebdomadaire qu'il reçoit, et ce, pour une durée maximale de 12 ou 17 semaines, si 2 enfants ou plus sont adoptés en même temps.

L'officier-cadre qui au moment de prendre le congé d'adoption est en congé sans traitement ne bénéficie pas de l'indemnité versée par la Ville.

25.28 Durant le congé d'adoption, l'officier-cadre a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il était resté au travail.

L'officier-cadre qui bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 25.27, continue de participer au régime de retraite en effectuant le paiement régulier de ses cotisations et l'Employeur assume sa part. Au-delà de la période des 12 ou 17 semaines selon le cas prévue à l'article 25.27, s'il le désire, il continue de participer au régime de retraite à la condition d'en informer par écrit l'Employeur et d'effectuer le paiement régulier de ses cotisations. Dans ce cas, l'Employeur assume sa part.

Durant le congé d'adoption, lorsque l'officier-cadre est ou devient admissible, il bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. L'officier-cadre bénéficie également des dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur à compter de la journée qui suit la date de la fin de son congé, conformément à l'avis prévu à l'article 25.26. L'officier-cadre et l'Employeur assument respectivement leurs contributions habituelles.

25.29 Durant le congé d'adoption, l'officier-cadre cumule ses crédits de congés, et ce, pour une durée maximale de 12 ou de 17 semaines selon le cas.

25.30 Pendant la durée du congé d'adoption, l'officier-cadre bénéficie des dispositions du présent document à l'exception des avantages suivants :

- L'accumulation des crédits de vacances et des congés spéciaux (sous réserve de l'article 25.29)
- Les congés fériés
- La compensation pour les vêtements
- Les heures supplémentaires
- Les congés parentaux
- L'indemnité d'ancienneté
- Les absences en maladie et les accidents non imputables au travail
- L'utilisation du véhicule automobile du service

25.31 L'officier-cadre qui ne peut prendre ses vacances annuelles en raison du congé d'adoption voit, à son choix, ses vacances reportées ou payées.

25.32 Dans le cas où la mère et le père travaillent chez l'Employeur, ils peuvent se répartir à leur gré les 12 ou les 17 semaines, selon le cas, indemnisées par l'Employeur.

## **CONGÉS SANS TRAITEMENT OU PARTIELS SANS TRAITEMENT PROLONGEANT L'UN OU L'AUTRE DES CONGÉS PARENTAUX**

- 25.33 a) L'officier-cadre bénéficiant des congés prévus aux articles 25.01 (Maternité), 25.16 (Paternité), 25.20 (Parental) et 25.25 (Adoption), peut prolonger ces congés par l'un ou l'autre des congés sans traitement suivants :
1. Un congé parental sans traitement ni indemnité n'excédant pas 2 ans de la date de l'accouchement ou du début du congé d'adoption.
  2. Un congé parental à temps partiel, sans traitement ni indemnité à raison de 2,5 jours si l'officier-cadre est régi par la semaine normale de 35 heures de travail (ou de 2 jours soit 20 heures si l'officier-cadre est régi par un horaire de 42 heures et pouvant s'échelonner jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre de l'année où l'enfant débute le programme scolaire de 1<sup>re</sup> année ou qu'il ait atteint 6 ans d'âge.
  3. Un congé parental à temps partiel, sans traitement ni indemnité à raison de 1 jour par semaine et n'excédant pas une période de 4 ans à partir de la date de l'accouchement ou du début du congé d'adoption.
- 25.34 Lorsque l'officier-cadre bénéficie du congé partiel à raison de 2 jours ou 2,5 jours par semaine, l'Employeur l'affecte à des tâches correspondant à ses qualifications. Dans le cas du congé partiel sans traitement de 1 journée par semaine, l'officier-cadre demeure à son poste de travail et le choix de la journée sans traitement est convenu avec l'Employeur.
- 25.35 L'officier-cadre peut modifier le choix du congé fait en vertu de l'article 25.33, pourvu qu'il y ait progression quant au nombre de jours travaillés.
- 25.36 L'officier-cadre doit fournir au directeur du Service de protection contre l'incendie avec une copie au directeur du Service des ressources humaines, un préavis écrit au moins 3 semaines avant la date prévue du début du congé sans traitement en indiquant le type de congé dont il désire se prévaloir. Cet avis précise la date du début du congé et la date du retour au travail ou à un horaire de travail à 100 %.
- 25.37 Pendant la durée d'un congé sans traitement ou partiel sans traitement, l'officier-cadre bénéficie des dispositions du présent document à l'exception des avantages suivants :
- L'accumulation des crédits de vacances et de congés spéciaux
  - Les congés fériés
  - La compensation pour les vêtements
  - Les heures supplémentaires
  - Les congés parentaux
  - L'indemnité d'ancienneté
  - Les absences en maladie et les accidents non imputables au travail
  - L'utilisation du véhicule automobile du service

Dans le cas d'un congé partiel sans traitement, l'officier-cadre bénéficie de ces avantages au prorata du temps travaillé.

25.38 Durant un des congés sans traitement prévus à l'article 25.33, l'officier-cadre continue, s'il le désire, de participer au régime de retraite en assumant sa pleine contribution ainsi que celle de l'Employeur pour les heures non rémunérées.

25.39 Durant le congé partiel sans traitement prévu à l'article 25.33, lorsque l'officier-cadre est ou devient admissible, il bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. L'officier-cadre doit assumer sa pleine contribution et celle de l'Employeur pour la différence entre le pourcentage du salaire versé et 100 % de salaire régulier. Les dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur s'appliquent, le cas échéant, en fonction du temps travaillé.

Durant le congé sans traitement prévu à l'article 25.33, lorsque l'officier-cadre est ou devient admissible, il bénéficie de l'assurance-vie et de l'assurance accident-maladie. L'officier-cadre doit assumer sa pleine contribution et celle de l'Employeur. Les dispositions prévues aux régimes d'invalidité de l'Employeur s'appliquent, le cas échéant, à compter de la journée qui suit la date de la fin de son congé.

25.40 L'officier-cadre qui ne peut prendre ses vacances annuelles en raison du congé sans traitement voit, à son choix, ses vacances reportées ou payées.

25.41 À la fin d'un congé pris en vertu des articles 25.01 (Maternité), 25.16 (Paternité), 25.20 (Parental), 25.25 (Congé d'adoption) et 25.33 (Congés sans traitement prolongeant l'un ou l'autre des congés parentaux) l'officier-cadre réintègre son poste habituel avec les mêmes avantages, y compris le salaire auquel il aurait eu droit s'il était resté au travail. Dans l'éventualité où son poste a été aboli ou modifié pendant son absence, l'officier-cadre a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il avait été au travail.

Si l'officier-cadre ne réintègre pas le service municipal à la suite du congé sans traitement prévu à l'article 25.33, il est considéré comme ayant remis sa démission.

25.42 Le conjoint de l'officière-cadre, à l'emploi de l'Employeur, peut bénéficier de l'un ou l'autre des congés sans traitement prévus à l'article 25.33, pourvu que sa conjointe n'en bénéficie pas.

25.43 L'indemnité prévue aux articles 25.01 (Maternité) et 25.25 (Adoption) inclut toute autre rémunération que pourrait recevoir l'officier-cadre pendant l'un ou l'autre des congés.

25.44 L'Employeur n'est pas tenu de remplacer l'officier-cadre qui est absent du travail conformément aux dispositions de la présente section.

25.45 L'Employeur retient la cotisation de l'Association et la prime d'assurance-vie de l'Association pendant les divers congés prévus à cette section.

## SECTION 26.00 DIVERS

### DÉPLACEMENTS OCCASIONNELS EN AUTOMOBILE

- 26.01 La Politique concernant les frais de représentation et de déplacement s'applique à tout officier-cadre qui accepte, à la demande de l'Employeur, d'utiliser occasionnellement son automobile pour se déplacer durant ses heures de travail dans l'exercice de ses fonctions.
- 26.02 Les officiers-cadres du service sont remboursés pour tout frais de représentation selon la Politique concernant les frais de représentation et de déplacement.
- 26.03 Les frais d'adhésion à une association professionnelle peuvent être remboursés sur la base d'un avis de pertinence émis par le directeur du service.

### PRIME DE DISPONIBILITÉ

- 26.04 À la demande du directeur du Service de protection contre l'incendie, l'officier-cadre tenu de demeurer en disponibilité reçoit une prime selon **le tableau ci-dessous** pour chaque heure pour laquelle il doit demeurer disponible. La pratique pour les heures de disponibilité demandées demeure celle en vigueur au moment où les conditions de travail ont été acceptées par le conseil d'agglomération.

Année	Prime de disponibilité/heure
2015	3,35 \$
2016	3,41 \$
2017	3,48 \$
2018	3,55 \$

### REMBOURSEMENT COTISATION (ACSIQ)

- 26.05 La Ville rembourse 100 % à l'officier-cadre la cotisation annuelle à l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ), et ce, au prorata de la période d'embauche. Le remboursement au prorata ne s'applique cependant pas dans les cas de départ à la retraite et dans ceux où l'officier-cadre a été à l'emploi de la Ville plus de six (6) mois au cours de l'année.

## SECTION 27.00 PÉRIODE D'APPLICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

27.01 Les conditions de travail prévues dans ce document sont en vigueur à compter de leur adoption par le conseil d'agglomération à moins d'une stipulation contraire à ce document. Elles continuent de s'appliquer jusqu'au **31 décembre 2018** ou jusqu'à ce que le conseil d'agglomération approuve les modifications qui pourraient y être apportées.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, les représentants de l'Employeur et de l'Association se rencontrent pour discuter de toutes modifications qui pourraient être apportées aux conditions de travail contenues dans ce document.

**ANNEXE « A » DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL PAR SUITE D'UN ACCIDENT HORS DU TRAVAIL**

Nom :	Prénom :
État civil :	Âge :
Adresse :	
N° d'identification personnelle :	
Emploi à la Ville de Québec :	
Date de l'accident :	Lieu de l'accident :
Blessure(s) subie(s) :	
<hr/> <hr/>	
Décrire brièvement les circonstances de l'accident :	
<hr/> <hr/> <hr/>	
Nom et adresse du ou des tiers impliqués dans l'accident :	
Nom : _____	Nom : _____
Prénom : _____	Prénom : _____
Adresse : _____	Adresse : _____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
Date	Signature de l'officier-cadre



**ANNEXE « B-1 » DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL À LA SUITE D'UN ACCIDENT D'AUTOMOBILE**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

No d'assurance sociale : \_\_\_\_\_

Numéro d'identité : \_\_\_\_\_ No d'assurance maladie : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Emploi à la Ville de Québec : \_\_\_\_\_

Date de l'accident : \_\_\_\_\_

**Avez-vous formulé une demande de réclamation à la Société de l'assurance automobile du Québec?**

Si oui, indiquez la date : \_\_\_\_\_

\* Attestez par votre signature que vous demandez l'application des dispositions suivantes et que vous en acceptez les conditions.

**CONDITIONS**

Je demande à ce que la Ville, pendant ma période d'absence, me verse pour chaque période de paie un montant correspondant à l'indemnité prévue à la section 15 du présent document.

Une partie de ce montant peut excéder les indemnités de remplacement de revenu qui me seront éventuellement versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux énumérés à l'article 15.17 du présent document.

L'autre partie du montant constitue un paiement d'avance fait par la Ville, correspondant aux indemnités de remplacement de revenu prévues à l'article 15.17 qui me seront éventuellement versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux. Pour pouvoir bénéficier des avantages de la section 15 concernant le paiement des congés de maladie, je m'engage à remettre à la Ville de Québec les montants correspondant aux indemnités de remplacement de revenu qui me seront versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux jusqu'à concurrence de tout ce que la Ville est appelée à me payer durant cette période d'absence en maladie.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**ANNEXE « B-2 » DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL LORSQUE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

No d'assurance sociale : \_\_\_\_\_

Numéro d'identité : \_\_\_\_\_ No d'assurance maladie : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Emploi à la Ville de Québec : \_\_\_\_\_

Date de l'accident : \_\_\_\_\_

**Avez-vous formulé une demande de réclamation au  
Fond d'indemnisation des victimes d'actes criminels?**

Si oui, indiquez la date : \_\_\_\_\_

\* Attestez par votre signature que vous demandez l'application des dispositions suivantes et que vous en acceptez les conditions.

**CONDITIONS**

Je demande à ce que la Ville, pendant ma période d'absence, me verse pour chaque période de paie un montant correspondant à l'indemnité prévue à la section 15 du présent document.

Une partie de ce montant peut excéder les indemnités de remplacement de revenu qui me seront éventuellement versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux énumérés à l'article 15.17 du présent document.

L'autre partie du montant constitue un paiement d'avance fait par la Ville, correspondant aux indemnités de remplacement de revenu prévues à l'article 15.17 qui me seront éventuellement versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux. Pour pouvoir bénéficier des avantages de la section 15 concernant le paiement des congés de maladie, je m'engage à remettre à la Ville de Québec les montants correspondant aux indemnités de remplacement de revenu qui me seront versées par l'un ou l'autre des divers régimes gouvernementaux jusqu'à concurrence de tout ce que la Ville est appelée à me payer durant cette période d'absence en maladie.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

**ANNEXE « C » HORAIRE DE TRAVAIL****HORAIRE DE 42 HEURES EN MOYENNE PAR SEMAINE À 4 PELOTONS**

<b>Peloton</b>	<b>Dimanche</b>	<b>Lundi</b>	<b>Mardi</b>	<b>Mercredi</b>	<b>Jeudi</b>	<b>Vendredi</b>	<b>Samedi</b>	<b>Total des heures</b>
<b>JOUR</b>	libre	10	10	10	10	libre	libre	40
<b>NUIT</b>	libre	libre	libre	libre	14	14	14	42
<b>JOUR</b>	libre	libre	libre	libre	libre	10	10	20
<b>NUIT</b>	24	14	14	14	libre	libre	libre	66

Le système requiert 4 pelotons, soit 1 - 2 - 3 - 4.

Cet horaire montre les jours ou nuits travaillés par le peloton 1.

Quand le peloton 1 est en congé, un des 3 autres pelotons est en devoir.

## **GÉNÉRALITÉ ET DÉFINITIONS**

1. Le régime de congé autofinancé permet à un officier-cadre de travailler à traitement réduit pendant un certain nombre d'années et ainsi de bénéficier d'un congé au cours duquel il reçoit le même traitement réduit.

## **DÉFINITIONS**

2. **CONTRAT** : le document par lequel l'officier-cadre et l'Employeur conviennent des modalités du régime. Ce document doit être signé par l'officier-cadre et l'Employeur.

**OFFICIER-CADRE** : une personne nommée officier-cadre depuis plus de 5 ans par le comité exécutif de l'Employeur, conformément à la Charte de la Ville.

**EMPLOYEUR** : la Ville de Québec.

**FIDUCIAIRE** : société de fiducie légalement constituée ou son successeur qui sera une personne habilitée ou autrement autorisée à agir à titre de fiduciaire du régime.

**FONDS** : toutes les sommes versées sous forme de cotisations en vertu du régime ainsi que tous les gains ou profits réalisés avec les cotisations, tels que détenus par le fiduciaire.

**LÉGISLATION FISCALE** : la *Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)*, la *Loi sur les impôts (Québec)* ainsi que la réglementation adoptée sous l'une ou l'autre de ces lois, telle que cette législation existe et est modifiée de temps à autre.

**PÉRIODE D'ACCUMULATION** : période de temps au cours de laquelle l'officier-cadre verse au régime un pourcentage déterminé de son salaire.

**PÉRIODE DE CONGÉ** : période de temps au cours de laquelle l'officier-cadre est considéré en congé sans traitement.

**SALAIRE** : le salaire est constitué du salaire brut gagné par l'officier-cadre, incluant les montants forfaitaires qui pourraient lui être accordés. Il exclut les sommes versées pour rémunérer les heures supplémentaires et la prime de disponibilité.

3. Le régime comprend, dans un premier temps, une période de contribution de l'officier-cadre et par la suite, une période de congé.

## **DURÉE ET ADMISSIBILITÉ**

4. La durée du régime peut être de 2, 3, 4 ou 5 années, à moins d'être prolongée dans les circonstances prévues au contrat.

5. La durée du congé peut être de 6, 7, 8, 9, 10, 11 ou 12 mois, au choix de l'officier-cadre qui en fait la demande.
6. Le directeur du Service de protection contre l'incendie peut accorder un congé autofinancé à l'officier-cadre qui répond aux conditions suivantes :
  - a) Avoir le statut d'officier-cadre depuis plus de 5 ans.
  - b) Adresser sa demande au directeur du Service de protection contre l'incendie, avec copie au directeur du Service des ressources humaines en y précisant :
    - La durée de la période de contribution.
    - La durée du congé.
    - Le moment de la prise du congé.
  - c) Ne pas être en période d'invalidité ou en congé sans traitement lors de la première journée à salaire réduit.
  - d) Malgré ce qui précède, l'Employeur détermine une limite quant au nombre d'officiers-cadres pouvant bénéficier en même temps du régime de congé autofinancé et les congés sont octroyés selon l'ancienneté.
  - e) À moins d'extension prévue au contrat, le régime de congé autofinancé peut s'appliquer uniquement selon ce qui est stipulé au contrat. Il en va de même pour la durée du congé et les pourcentages déterminés au tableau suivant :

DURÉE DU CONGÉ	DURÉE DU RÉGIME ET % DU SALAIRE VERSÉ			
	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
<b>6 mois</b>	75,00 %	83,33 %	87,50 %	90,00 %
<b>7 mois</b>	70,83 %	80,56 %	85,42 %	88,33 %
<b>8 mois</b>	66,67 %	77,78 %	83,33 %	86,67 %
<b>9 mois</b>		75,00 %	81,25 %	85,00 %
<b>10 mois</b>		72,22 %	79,17 %	83,33 %
<b>11 mois</b>		69,44 %	77,08 %	81,67 %
<b>12 mois</b>		66,67 %	75,00 %	80,00 %

- f) L'officier-cadre bénéficiant du régime de congé autofinancé et l'Employeur doivent signer le contrat prévu à cette fin.
- g) L'officier-cadre peut bénéficier du régime de congé autofinancé 1 fois par 5 ans.

- h) Il est entendu par les parties que les modalités prévues au contrat sont sujettes à l'approbation par les différents ministères du Revenu.
7. Pendant la période de congé, l'officier-cadre est considéré en congé sans traitement. Pendant cette période, il ne reçoit de l'Employeur aucun salaire et il n'y a aucune participation de l'Employeur au paiement des avantages sociaux.

### RETOUR DU CONGÉ – RETRAITE – CESSATION DU RÉGIME

8. À la fin de la période de congé, l'officier-cadre doit reprendre ses fonctions habituelles pour une période au moins égale à celle de son congé.
9. Le régime ne doit pas viser à fournir des prestations à l'officier-cadre à compter de sa retraite.
10. À la fin du congé, l'Employeur réintègre l'officier-cadre dans la fonction qu'il occupait avant son départ. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli ou modifié, l'officier-cadre a droit aux avantages dont il aurait bénéficié s'il avait été au travail.
11. Il y a cessation du régime lorsque survient une démission, une retraite, un désistement du régime par l'officier-cadre, une expiration de la durée du régime incluant les prolongations, une mise à pied, un congédiement, un décès ou autres raisons similaires. Le fiduciaire doit alors verser à l'officier-cadre les fonds nets (c'est-à-dire : déduction faite des frais ou pénalités s'il y a lieu) accumulés au régime.
12. Faute de l'officier-cadre de prendre un congé, les fonds nets (c'est-à-dire : déduction faite des frais ou pénalités s'il y a lieu) accumulés au régime seront payés à l'officier-cadre par le fiduciaire, conformément aux règles fiscales, au cours de la première année d'imposition commençant après la date où celui-ci aurait dû commencer son congé.

### CONDITIONS DE TRAVAIL ET AVANTAGES SOCIAUX

13. Pendant la durée du contrat, l'officier-cadre bénéficie des dispositions du présent document, à l'exception des avantages suivants qui sont modifiés :

	PÉRIODE D'ACCUMULATION DU SALAIRE	PÉRIODE DE CONGÉ
<b>Service</b>	Accumulation	Accumulation
<b>Crédits de vacances</b>	Accumulation	Aucune accumulation
<b>Jours fériés</b>		Toutefois, les crédits en banque sont maintenus pour l'utilisation au retour du congé.

	<b>PÉRIODE D'ACCUMULATION DU SALAIRE</b>	<b>PÉRIODE DE CONGÉ</b>
<b>Heures supplémentaires</b>  <b>Congés spéciaux</b>	Avantages accordés	Avantages non accordés
<b>Régime de retraite</b>	<p>L'officier-cadre contribue en fonction du pourcentage du salaire qui lui est versé durant la période totale du régime (période d'accumulation et période de congé).</p> <p>Si l'officier-cadre désire contribuer également en fonction du pourcentage du salaire qu'il ne reçoit pas, sa contribution s'établit comme suit : sa contribution plus celle de l'Employeur pour la différence entre le pourcentage du salaire versé et 100 % du salaire régulier.</p>	
<b>Assurance collective</b>	Durant la période complète du régime (période d'accumulation du traitement et période de congé), l'officier-cadre contribue comme s'il recevait son plein salaire plus la part de l'Employeur pour la différence entre le pourcentage du salaire versé et 100 % du salaire régulier.	
<b>Congés parentaux</b>	Le contrat est interrompu le temps du congé parental et est prolongé d'autant à la fin de ce congé. Pendant l'interruption, les modalités prévues pour le congé parental s'appliquent.	La période de congé et les versements sont interrompus le temps du congé parental et sont prolongés d'autant. Pendant l'interruption, les modalités prévues au présent document pour le congé parental s'appliquent.
<b>Maladie non imputable au travail</b>	<p>Lors d'une absence de courte durée, la participation au régime se poursuit normalement.</p> <p>Lors d'une absence de longue durée, la participation au régime peut être suspendue à la demande de l'officier-cadre, puis prolongée. Les modalités prévues au régime d'invalidité de longue durée s'appliquent. Une absence est considérée de longue durée lorsqu'elle se prolonge au-delà de 26 semaines.</p>	Une absence de courte ou de longue durée est présumée ne pas avoir cours et le congé se continue. À la fin du congé, si l'officier-cadre est invalide, son invalidité est alors réputée avoir débuté à la date de la fin de la période de congé.
<b>Suspension sans traitement</b>	La participation au régime peut être suspendue à la demande de l'officier-cadre, puis prolongée.	La suspension est applicable au retour de l'officier-cadre au travail.

	<b>PÉRIODE D'ACCUMULATION DU SALAIRE</b>	<b>PÉRIODE DE CONGÉ</b>
<b>Impôts (salaire)</b>	Il n'y a pas de retenue à la source ni de paiement aux gouvernements sur la partie de la rémunération versée au fiduciaire.	Les retenues à la source et les paiements aux gouvernements sur le salaire différé sont effectués par la ou le fiduciaire.
<b>Impôts (revenus)</b>	Les revenus courus au profit de l'officier-cadre lui sont versés annuellement. Ils sont imposables dans l'année au titre d'un revenu d'emploi.  Le fiduciaire doit remettre aux gouvernements les déductions à la source relatives aux impôts au même titre que le salaire.	
<b>Régime de rentes du Québec</b>	Il y a retenue à la source et paiement au gouvernement sur 100 % du salaire gagné par l'officier-cadre.	Il n'y a pas de retenue à la source ni de paiement au gouvernement sur le salaire différé.
<b>R.A.M.Q.</b>	Il y a retenue à la source et paiement au gouvernement sur 100 % du salaire gagné par l'officier-cadre.	Il n'y a pas de retenue à la source ni de paiement au gouvernement sur le salaire différé.
<b>Assurance-emploi</b>	Il y a retenue à la source et paiement au gouvernement sur 100 % du salaire gagné par l'officier-cadre.	Il n'y a pas de retenue à la source ni de paiement au gouvernement sur le salaire différé. L'officier-cadre ne peut recevoir de prestation d'assurance-emploi et n'est pas assurable au cours de cette période.

## **LE FIDUCIAIRE ET LES CONTRIBUTIONS QUI Y SONT VERSÉES**

14. Le fiduciaire est responsable de l'administration du régime. Il établit un compte pour chaque officier-cadre et leur attribue les cotisations versées par l'officier-cadre ainsi que tout intérêt ou autre revenu gagné en plus de toute perte ou de tout gain en capital réalisé, et ce, à l'égard de chaque exercice financier.
15. Les contributions de l'officier-cadre au régime sont transférées de l'Employeur au fiduciaire.
16. Le montant total du compte d'un officier-cadre est investi selon les directives de l'officier-cadre dans des placements offerts par le fiduciaire.  
  
L'officier-cadre doit transmettre des instructions de placement au fiduciaire au moyen d'un formulaire d'adhésion.
17. Pour une année donnée, le montant total des contributions versées au régime par un officier-cadre ne peut dépasser 33 1/3 % de son salaire de base pour ladite année.



18. Toutes les cotisations versées sont acquises exclusivement au bénéfice de l'officier-cadre, au moment où elles sont reçues par le fiduciaire.
19. Malgré tout article de ce document, l'Employeur ne peut être tenu responsable du montant du compte d'un officier-cadre qui a été investi en vertu du régime, ni ne le garantit. De plus, l'Employeur ne peut être tenu responsable de l'administration ainsi que des placements effectués sur les sommes transmises à la Fiducie ni des transactions effectuées par la Fiducie à la demande d'un officier-cadre.
20. Au moins 60 jours avant la date de départ de l'officier-cadre pour un congé, l'officier-cadre donne au fiduciaire un avis de la date du début du congé, de sa durée, des modalités convenues avec l'Employeur, et des modalités quant au versement des sommes accumulées à son compte chez le fiduciaire.
21. Les revenus générés au bénéfice de l'officier-cadre par le salaire différé, le cas échéant, doivent être versés annuellement à l'officier-cadre.

### **DÉCÈS ET RÉSILIATION – PROLONGATION ET HONORAIRES**

22. Si un officier-cadre décède avant le versement de la totalité des sommes accumulées au compte, le fiduciaire verse le solde du compte selon les modalités établies avec l'officier-cadre ou la succession.
23. Aucune modification ni résiliation du régime n'aura l'effet de réduire ou d'éliminer les droits et les intérêts de tout officier-cadre en vertu du régime ni de transférer des sommes ou d'autres biens du fiduciaire à l'Employeur.
24. Les prolongations découlant d'une extension du régime en vertu des présentes ne peuvent excéder une période de 2 ans.
25. L'officier-cadre est responsable des frais, honoraires et pénalités établis par le fiduciaire concernant l'administration de son dossier.

**CONTRAT INTERVENU**

**ENTRE : LA VILLE DE QUÉBEC**

**Ci-après appelé « l'Employeur »**

**ET :**

**Ci-après appelé « l'officier-cadre »**

Les parties conviennent ce qui suit :

1. L'Employeur permet à l'officier-cadre qu'il finance un congé sans traitement en différant une partie de son salaire, et ce, en conformité avec les règles fiscales en vigueur.
2. Le présent contrat couvre la période débutant le \_\_\_\_\_ et se terminant le \_\_\_\_\_ y compris la durée du congé.
3. La période d'accumulation des contributions au régime s'étend du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_. Pendant cette période, l'officier-cadre reçoit \_\_\_\_ % de son salaire, l'écart entre ce pourcentage et 100 % servant à financer sa période de congé. Les contributions sont transférées de l'Employeur à une société de fiducie choisie par l'Employeur pour agir à titre de fiduciaire du régime.
4. La période de congé sera de \_\_\_\_ mois consécutifs, s'étendant normalement du \_\_\_\_\_ (mois et année) au \_\_\_\_\_ à la suite de la période d'accumulation.

La période de congé est considérée sans traitement et est financée par les montants mis de côté au bénéfice de l'officier-cadre pendant la période d'accumulation. Pendant la période de congé, l'officier-cadre ne doit pas recevoir de son Employeur ou d'une personne liée à son Employeur, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de la *Loi sur les impôts*, de salaire autre que la rémunération différée.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce contrat à la date et à l'endroit indiqués.

**VILLE DE QUÉBEC**

Signé à \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_

**Directeur du Service de  
protection contre l'incendie**

Ce \_\_\_\_\_

**OFFICIER-CADRE**

Signé à \_\_\_\_\_

Par : \_\_\_\_\_

**Officier-cadre**

Ce \_\_\_\_\_

## ANNEXE « E » ÉCHELLES DE TRAITEMENTS

<b>Année 2015</b>	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>
Chef de peloton	<b>99 001 \$</b>	<b>108 900 \$</b>
Chef aux opérations Chef au soutien opérationnel Chef de soutien logistique aux interventions Chef d'équipe spécialisée	<b>91 666 \$</b>	<b>100 833 \$</b>
Coordonnateur communications, médias et éducation du public Chef de caserne	<b>82 388 \$</b>	<b>90 960 \$</b>

<b>Année 2016</b>	
Chef de peloton	<b>111 078 \$</b>
Chef aux opérations Chef aux opérations - médias Chef au soutien opérationnel Chef de soutien logistique aux interventions Chef d'équipe spécialisée	<b>102 850 \$</b>

<b>Année 2017</b>	
Chef de peloton	<b>113 299 \$</b>
Chef aux opérations Chef aux opérations - médias Chef au soutien opérationnel Chef de soutien logistique aux interventions Chef d'équipe spécialisée	<b>104 907 \$</b>

<b>Année 2018</b>	<b>Maximum</b>
Chef de peloton	<b>115 565 \$</b>
Chef aux opérations Chef aux opérations - médias Chef au soutien opérationnel Chef de soutien logistique aux interventions Chef d'équipe spécialisée	<b>107 005 \$</b>

**ANNEXE « F » PROGRAMME DE GESTION DE LA PERFORMANCE**

Un pourcentage d'ajustements variables de traitements peut être accordé selon le tableau ci-après.

<b>Cote d'évaluation</b>	<b>Ajustements variables du traitement correspondant à la progression dans l'échelle de traitements</b>	<b>Boni au rendement</b>
<b>E</b>	Maximum 10 %	Maximum 6 %
<b>S</b>	Maximum 8 %	Maximum 5 %
<b>CS</b>	Maximum 6 %	Maximum 4 %
<b>PS</b>	Maximum 3 %	0 %
<b>I</b>	0 %	0 %

## Restructuration du Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec relative aux cadres pompiers

---

### Préambule

Le *Régime de retraite des cadres de la Ville de Québec* (le « *Régime des cadres* ») comprend des participants actifs qui sont des « cadres civils ». Il comprend également des participants actifs non syndiqués représentés par l'*Association des chefs pompiers de la Ville de Québec* (« l'Association »).

Conformément à la section I du chapitre II de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (la « Loi n° 15 »), le *Régime des cadres* a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013. Un rapport révisé a été produit le 30 janvier 2015 à cet effet suivi d'une modification à l'annexe H communiquée le 10 mars 2015.

Conformément à l'article 57 de la Loi n° 15, la Ville de Québec a présenté au Conseil de Ville le 19 janvier 2015 un rapport sur la situation financière du *Régime des cadres*.

Vers le 26 janvier 2015, la direction de la Ville de Québec a tenu une première rencontre concernant l'application de la Loi n° 15 avec les représentants de l'Association.

Par ailleurs, en juin 2015, une entente est intervenue entre la Ville de Québec et l'*Association des pompiers professionnels de la Ville de Québec* concernant la modification du *Régime de retraite des pompiers de la Ville de Québec* (le « *Régime des pompiers* ») à l'égard du groupe de participants représentés par cette dernière.

L'objectif du présent document est de présenter les orientations de la Ville de Québec à l'Association aux fins des négociations qui doivent être tenues avec elle dans le cadre de la Loi n° 15. Celles-ci sont présentées distinctement pour les services antérieurs 1<sup>er</sup> janvier 2014 et pour les services postérieurs au 31 décembre 2013.

## 1. Services antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2014

### 1.1 Mise en contexte

Tel qu'indiqué dans le rapport révisé du 30 janvier 2015 sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et dans l'annexe H révisée le 10 mars 2015, le déficit actuariel du *Régime des cadres* à cette date est de 97 448 600 \$. La valeur des cotisations d'équilibre afférentes au déficit de 1986 étant de 36 382 500 \$, le déficit sujet à partage est de 61 066 100 \$.

De ce montant :

- 43 728 300 \$ est afférent au groupe des retraités
- 17 337 800 \$ est afférent au groupe des participants actifs

À l'égard du groupe des retraités, la Ville de Québec devra attendre la production du rapport sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2015 qui devrait être disponible au plus tard le 30 septembre 2016. Ce rapport déterminera notamment :

- Le niveau de capitalisation du régime le 31 décembre 2015; et
- Le déficit afférent aux retraités.

Le *Régime des cadres* prévoit une indexation automatique des rentes pour la majorité des participants. Conformément à l'article 13 de la Loi n° 15, le régime ne peut plus prévoir cette indexation; celle-ci est interdite depuis le 4 décembre 2014 pour les participants qui ont pris leur retraite après le 12 juin 2014. Cela a pour effet de réduire le passif des participants actifs d'un montant de 8 929 400 \$.

L'article 12 de la Loi n° 15 prévoit que le déficit de 17 337 800 \$ est partagé à parts égales entre les participants actifs et la Ville de Québec. Le partage du déficit est obligatoire.

Cet article prévoit que les parties peuvent convenir que la Ville de Québec assume une part plus importante de ce déficit.

Par ailleurs, la prestation additionnelle est abolie au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les participants actifs.

## 1.2 Mesures retenues

La Ville de Québec entend assumer 50 % du déficit afférent aux membres de l'Association et 50 % du déficit afférent aux autres participants actifs; l'entente intervenue en juillet 2015 avec l'Association du personnel de direction de la Ville de Québec est à cet effet. Par conséquent, le déficit actuariel au 31 décembre 2013 qui doit être assumé par l'ensemble des participants actifs est de 8 668 900 \$.

Comme ce montant de 8 668 900 \$ est inférieur à la valeur de l'indexation éliminée 8 929 400 \$, la différence de 260 500 \$ sera, conformément à l'article 14 de la Loi n° 15, comptabilisée sous forme de gains actuariels dans la réserve relative aux services antérieurs à 2014.

Le montant de 260 500 \$ sera conservé en réserve et sera ventilé selon qu'il se rapporte aux membres au groupe des cadres civils au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ou au groupe formé des autres participants actifs à cette date.

Les dispositions du régime portant sur les règles de financement des services antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2014 seront simplifiées, en tenant compte du cadre des dispositions de l'article 20 de Loi n° 15, adapté et convenu comme suit :

- Les excédents d'actif relatifs au volet antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ne peuvent être affectés à l'acquittement des cotisations, sauf si une règle fiscale l'oblige.
- Ces excédents doivent être affectés en priorité au rétablissement de l'indexation des rentes des retraités au 31 décembre 2013 conformément aux troisième et quatrième alinéas de l'article 16 de Loi n° 15. Une fois cette indexation rétablie, les excédents doivent d'abord servir à constituer une provision équivalant à la valeur de l'indexation suspendue en vue du versement d'une indexation de la rente de ces mêmes retraités à la suite des évaluations actuarielles postérieures.
- Par la suite, ces excédents doivent être utilisés aux fins et selon l'ordre suivants :
  - attribuer à la Ville de Québec, selon les moyens permis par la loi, une somme égale au montant porté au Compte patronal prévu aux dispositions du Régime des cadres au 31 décembre 2013, majoré du rendement prévu à ces dispositions, et ce, jusqu'à la date à laquelle le solde de ce compte est de zéro;
  - compenser les participants actifs, selon les moyens permis par la loi, pour les sommes portées au Compte des participants actifs prévu aux dispositions du Régime des cadres au 31 décembre 2013 majoré du rendement prévu à ces dispositions jusqu'à la date à laquelle le solde de ce compte est de zéro;

- être conservé en réserve.

Les mesures exactes seront précisées lors de l'élaboration des modifications à apporter au Régime des cadres.

Les autres dispositions du régime portant sur les règles de financement des services antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2014 demeurent applicables.

### 1.3 Effet d'une décision ou d'un jugement

1.3.1 Advenant que l'un des syndicats accrédités pour représenter des salariés à l'emploi de la Ville obtienne, par un jugement final, une sentence arbitrale aux termes de laquelle le déficit assumé par les participants au régime de retraite applicable à ces salariés, pour les services antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2014, est différent de celui divulgué dans le rapport préparé conformément à la section I du chapitre II de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15), les critères ou les ajustements effectués par l'arbitre pour en arriver au calcul d'un déficit différent seront également applicables au *Régime des cadres*, à moins qu'ils ne soient fondés sur des circonstances propres au régime visé par la décision arbitrale. À cet égard, les adaptations nécessaires devront être effectuées afin de tenir en compte les circonstances propres au *Régime des cadres*, dont sa situation financière.

La présente entente sera alors adaptée et modifiée, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2014, afin d'ajuster, à la hausse ou à la baisse, les gains actuariels portés dans la réserve à l'avantage des participants relative aux services antérieurs à 2014, et par conséquent d'ajuster de façon proportionnelle le pourcentage de l'indexation autrement applicable mentionné à l'article 1.2. Un délai de 120 jours suivant le jugement final est accordé aux parties pour mener à terme cet exercice et convenir des modifications requises.

1.3.2 Advenant qu'un jugement final rendu par un tribunal, dans l'un des dossiers portant les numéros 500-17-086494-153 (recours visant le Syndicat des employés manuels, section locale 1638), no. C.S. 500-17-087899-152 (recours visant la Fraternité des policiers), no. 200-17-021337-142 (recours visant le Syndicat des employés municipaux de Québec), no. 500-17-086490-151 (recours visant l'Association des pompiers professionnels de la Ville de Québec), ou dans le cadre des procédures judiciaires qui seront intentées par l'Alliance des professionnels et des professionnelles de la Ville de Québec à cet égard, invalide la Loi n° 15, ou certaines de ses dispositions, quant à la restructuration des services antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Ville s'engage à appliquer au *Régime des cadres* les conclusions d'un tel jugement, dans la mesure où les conclusions d'un tel jugement ne sont pas fondées sur des faits et des considérations propres à l'un des groupes d'employés qui obtient un tel jugement final et sont effectivement susceptibles de s'appliquer, en faisant les adaptations nécessaires, au groupe des cadres pompiers.

Il est cependant entendu que les dispositions de la présente entente concernant les services reconnus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 demeurent convenues et valides, et ce, sans égard aux dispositions de la Loi n° 15 et aux décisions qui peuvent être rendues par un tribunal à son égard.

1.3.3 À moins d'une entente écrite à l'effet contraire, les dispositions prévues aux paragraphes 1.3.1 et 1.3.2 demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'un jugement final intervienne, selon le cas, quant à une sentence arbitrale visée par le paragraphe 1.3.1 ou quant aux dossiers nos C.S. 500-17-086494-153, 500-17-087899-152, 200-17-021337-142 et 500-17-086490-151.



## 2. Services postérieurs au 31 décembre 2013

### 2.1 Prestations

Les parties conviennent que les prestations spécifiques aux cadres pompiers participant au *Régime des cadres* sont établies selon les mêmes règles que celles qui prévalaient au 31 décembre 2013 à leur égard aux termes des dispositions du *Régime des cadres*, mais en y appliquant les modifications suivantes :

- Conformément à la Loi n<sup>o</sup> 15, les dispositions prévoyant une indexation automatique des rentes sont abrogées avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.
- Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le traitement admissible moyen et le MGA moyen sont fondés sur un horizon de 5 ans au lieu de 3 ans.
- Conformément à la Loi n<sup>o</sup> 15, la prestation additionnelle prévue aux articles 62 à 67 des dispositions du *Régime des cadres* est abolie le 1<sup>er</sup> janvier 2014 à l'égard des participants actifs.

### 2.2 Financement

Dès que le rapport sur l'évaluation actuarielle du *Régime des cadres* est révisé afin de déterminer la cotisation d'exercice afférente aux cadres pompiers participant à ce régime, les mesures sont prises afin que la cotisation salariale de ces cadres pompiers corresponde à 50 % de la cotisation d'exercice courante afférente à ce groupe et qu'elle soit perçue dès les premières payes qui suivent cette détermination. Pour l'instant le niveau de la cotisation d'exercice n'est pas connu, mais on peut penser qu'il pourrait être de l'ordre de 25 % en fonction des échelles de salaire prévalant à la fin 2013. Comme l'impact des hausses de salaire résultant d'un taux unique n'a pas encore été mesuré, il faut toutefois s'attendre à ce que le coût soit supérieur à cette estimation sommaire. Tant que cette cotisation d'exercice n'est pas déterminée, les cadres pompiers continuent de verser les cotisations salariales déterminées pour ce groupe de participants par la plus récente évaluation actuarielle du *Régime des cadres*.

Conformément à la Loi n<sup>o</sup> 15, les cotisations des cadres pompiers participant au *Régime des cadres* sont par la suite modifiées afin de correspondre à 50 % de la cotisation d'exercice déterminée pour ce groupe aux termes des évaluations actuarielles au 31 décembre 2013 et suivantes du *Régime des cadres*, et ce, rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

À la cotisation d'exercice (laquelle peut évoluer d'une évaluation actuarielle à l'autre) s'ajoute, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, une cotisation de stabilisation permanente égale au strict minimum prévu par la Loi n<sup>o</sup> 15, soit 10 % de la cotisation d'exercice relative aux pompiers participant au *Régime des cadres*, établie sans marge. Pour l'instant ce niveau n'est pas connu.

Conformément à la Loi n<sup>o</sup> 15, la cotisation de stabilisation est partagée à parts égales entre la Ville de Québec et le groupe formé des participants actifs qui sont des cadres pompiers.

La cotisation d'exercice assumée par les participants actifs qui sont cadres pompiers est égale à un pourcentage unique du traitement admissible (même taux sur le traitement admissible inférieur ou supérieur au MGA).

Conformément à la Loi n<sup>o</sup> 15, les éventuels déficits relatifs aux services effectués après le 31 décembre 2013 sont assumés à parts égales par la Ville de Québec et les pompiers participant au *Régime des cadres*.

## **2.3 Utilisation du fonds de stabilisation**

Le fonds de stabilisation est utilisé en priorité pour éviter que le versement de cotisations d'équilibre soit requis de la part des participants actifs et de la Ville de Québec.

Par ailleurs, dans la mesure exigée par la loi, les gains actuariels générés après le 31 décembre 2013 relativement au volet constitué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont affectés au fonds de stabilisation. La valeur minimale que doit atteindre ce fonds de stabilisation avant certaines utilisations est calculée de la même manière que la provision pour écarts défavorables constituée à l'égard des engagements du régime pris avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014).

Si une partie du fonds de stabilisation devient utilisable pour d'autres fins que celle d'éviter le versement de cotisations d'équilibre, la Ville de Québec et l'Association doivent alors convenir de son utilisation. À défaut d'entente, les sommes portées au fonds sont conservées en réserve.

## **3. Date d'effet**

Sauf indication spécifique à l'effet contraire, toutes les mesures décrites dans le présent document auraient effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Par conséquent, tous les changements apportés aux prestations s'appliqueraient rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2014. La majoration de la cotisation salariale afin d'atteindre 50 % de la nouvelle cotisation d'exercice s'appliquerait également rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cependant, la cotisation de stabilisation prendrait effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## INDEX

### A

ABSENCE EN MALADIE ET ASSURANCE COLLECTIVE .....	18
ARTICLES VESTIMENTAIRES .....	26

### C

CHANGEMENTS TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES, FUSIONS ET AUTRES TRANSFORMATIONS .....	27
CONDITIONS D'APPLICATION DU RÉGIME DE CONGÉ AUTOFINANCÉ (À TRAITEMENT DIFFÉRÉ) .....	43
CONDITIONS DE L'OBTENTION DES CONGÉS .....	25
CONGÉ D'ADOPTION.....	33
CONGÉ DE MATERNITÉ.....	29
CONGÉ DE PATERNITÉ .....	32
CONGÉ SANS TRAITEMENT .....	17
CONGÉS PARENTAUX.....	29
CONGÉS POUR AFFAIRES PUBLIQUES .....	25
CONGÉS SPÉCIAUX.....	16
CONTRAT POUR CONGÉ AUTOFINANCÉ .....	49

### D

DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL À LA SUITE D'UN ACCIDENT D'AUTOMOBILE .....	40
DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL LORSQUE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL .....	41
DÉCLARATION DE L'OFFICIER-CADRE EN CAS D'ABSENCE DU TRAVAIL PAR SUITE D'UN ACCIDENT HORS DU TRAVAIL .....	39
DÉFINITIONS .....	3
DOMICILE DES OFFICIERS .....	27

### E

ÉCHELLES DE TRAITEMENTS.....	51
------------------------------	----

### H

HEURES DE TRAVAIL .....	10
HEURES SUPPLÉMENTAIRES – TEMPS COMPENSÉ .....	11
HORAIRE DE TRAVAIL.....	42

### J

JOURS FÉRIÉS .....	12
--------------------	----

### M

MÉCANISME DE DISCUSSION ET DE COMMUNICATION.....	5
---	---

### O

OBJET .....	3
-------------	---

### P

PERFECTIONNEMENT .....	7
PÉRIODE D'APPLICATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	37, 38
POSTES DE TRAVAIL À COMBLER.....	9
PRÉAMBULE.....	3
PROGRAMME DE GESTION DE LA PERFORMANCE .....	52
PROTECTION JUDICIAIRE .....	26

### R

RÉGIME DE RETRAITE .....	26
REMPLACEMENT TEMPORAIRE .....	10
RETENUE DE LA COTISATION DES MEMBRES.....	4

### S

SANTÉ ET SÉCURITÉ .....	27
STATIONNEMENT .....	29

### T

TRAITEMENT .....	5
TRAVAIL DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSOCIATION .....	4

### V

VACANCES ANNUELLES .....	13
--------------------------	----